

Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10^e)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : ANDRE COLOMER
123, rue Montmartre, PARIS (2^e)

ABONNEMENTS

FRANCE	ÉTRANGER
Un an... 80 fr.	Trois mois. 26 fr.
Six mois... 40 fr.	Six mois... 56 fr.
Trois mois... 20 fr.	Un an... 112 fr.
Chèque postal Lente 658-02	

Les anarchistes veulent instaurer
un milieu social qui assure à chaque
individu le maximum de bien-être et
de liberté adéquat à chaque époque.

Vive Gaston Rolland !

Il est enfin libre. Nous sommes quel-
ques-uns qui en respirons plus libre-
ment nous-mêmes. Trop longtemps
nous l'avons aimé dans la douleur et
l'irritation de l'impuissance. Chaque jour
la honte nous envahissait davantage, et
la rancœur, et le remords.

Hier, je l'ai vu pour la première fois,
l'admirable camarade à propos de qui
j'ai pu nommer, sans ridicule, Vincent
de Paul. J'ai pu, enfin, l'embrasser. J'ai
vu la tendre et profonde flamme bleue
de son regard que sept années de déten-
tion ont laissée claire, directe, franche
et noble. J'ai entendu sa voix. Il m'a parlé
non de sa santé ébranlée et de sa jeu-
nesse perdue, mais de ceux qui souf-
frent encore. Il était ému à l'idée que
la cherté de la vie et la revision mal
faite des tarifs de travail dans les pri-
sons vont les rendre plus malheureux
qu'il ne le fut lui-même. Il les recom-
mandait à ma justice et à mon émotion,
comme au moment de fuir la Centrale,
il allait plaider leur cause devant le
directeur.

Quand il me remerciait de mes efforts
persévérants pour l'arracher aux griffes
du monstre social, j'étais tenté de le
remercier moi aussi, naïvement. « Merci,
Gaston Rolland, d'être celui que vous
êtes, de nous montrer un homme que
saluerait Diogène, d'être resté, à travers
les souffrances, les humiliations et
l'ennui de sept années de détention, le
même être penché sur les faibles, re-
dressé devant les oppresseurs. Merci de
savoir toujours vous tourner non vers
vos souffrances et vos satisfactions per-
sonnelles, mais vers les autres meur-
tris. »

Et je songeais — en quel trouble, en
quelle inquiétude rétrospective ! — aux
hasards qui m'ont permis de connaître
son martyre et sa noblesse, au rayon de
lumière imprévue qui, un jour, me le
montra pour que je le montre aux camé-
rades comme une misère à secourir,
comme un exemple à admirer, comme
une beauté à aimer, comme un spectacle
de force où puiser du courage. Je remar-
quais quelques minuscules différences
auraient suffi dans ce qui venait à moi,
dans ce qui venait de moi, pour que
j'ignore toujours l'existence même de
Gaston Rolland. N'y a-t-il pas, aux pri-
sons de notre douce France, une autre
lumière égale qu'on réussira à éteindre
avant que nous ayons seulement pu la
deviner ?...

Au vaillant *Journal du Peuple* je fai-
sais campagne pour Armand, con-
damné malgré une innocence évidente,
à cinq ans de prison. Supposez à cet
effort un succès plus rapide : Gaston
Rolland me reste inconnu, et sa noblesse
morale, et son crime d'humanité, et sa
condamnation qui condamne nos
lois, et l'énormité de sa condamnation
qui condamne ses juges, et la longueur
de sa détention, honte de je ne veux pas
compter combien de ministères. L'in-
justice qui s'obstinait et ce qu'on
appelle dans la matière inertie, mais
chez les gouvernants, stupidité et mau-
vais vouloir, me forçait à maintenir
longtemps l'attention sur Armand. Il
me fallait varier sur son visage doulou-
reux les jeux de la lumière, ménager
l'intérêt, renouveler l'argumentation et
dans une affaire déjà plaidée à plusieurs
reprises, passionner par tel détail im-
prévu. Je m'endiais un peu parlant
renseignements et documents pour nourrir
une campagne lente et avide. Un jour,
on m'envoya quelques lignes d'un té-
moignage de Gaston Rolland. Ces
paroles sonnaient vaillantes. Je m'écriai,
à leur lecture : « Voilà un homme ! »
Et je désirai savoir qui était cet homme.
Vif désir et inquiet comme, trop vague-
ment entendu et venu d'on ne sait quel
côté, un cri d'agonie. Quel détail me
faisait soupçonner que celui-là souffrait
pour son courage, comme l'autre pour
sa pensée ?...

A qui m'avait envoyé le témoignage,
je demandai ce qu'était le témoin et s'il
n'était pas prisonnier lui aussi. Dans
l'affirmative, j'annonçais que, si tôt
Armand libéré, je voulais courir au secours
de l'admirable inconnu. Mon correspon-
dant occasionnel fut-il négligent ?
Aima-t-il Armand trop exclusivement et
jalousement ? Ou, parce que Gaston
Rolland était coupable aux yeux d'une
loi infâme, voulut-on m'épargner une
tentative jugée inutile ? Je n'obtins
aucune réponse.

L'article où j'utilisai le vaillant té-
moignage parlait des témoins, si j'ose dire,
à tisons. Une inexactitude s'y glissa,
dont Gaston Rolland eut connaissance

et fut froissé. Son frère vint me dire
mon erreur et quelle peine j'avais
causée à un prisonnier. Supposez que,
prudente et imprécise, ma parole fut
exemple d'erreur ou que le prisonnier
l'eût ignorée, ou qu'il y fût resté indif-
férent, ou que son frère eût souri de sa
susceptibilité : je continuais à ignorer
le sort de Gaston Rolland.

La nouvelle campagne présentait des
difficultés exceptionnelles. Mais quel
magnifique prix offrait la victoire, quelle
proie précieuse à arracher à la Bête
sociale ! Hélas ! mes moyens de com-
battre allaient disparaître en plein
combat. Brusquement, sans que rien
eût annoncé le désastre, le *Journal du
Peuple* devenait, de quotidien, hebdo-
madaire.

Mais des sympathies et des admira-
tions étaient venues à Gaston Rolland.
Mais lorsque je suis repris pour un
autre, je n'abandonne plus, même sans
arme, la lutte commencée. Par des pro-
cédés improvisés et des moyens de for-
tune, nous réussîmes à maintenir
Gaston Rolland dans la lumière qui,
nous le savions, lui serait, dès la chute
de l'infâme Poincaré, libératrice.

..
Ah ! comme nous avons espéré, au
matin du 12 mai, quand nous avons
connu la victoire des promoteurs
d'amnistie. Comme naïvement nous
nous sommes réjoui quand Herriot,
traitant l'ombre de Zola comme un mé-
prisable votard, lui permettait d'être
magnanime presque jusqu'à la justice.
Quelle déception aussi quand Herriot,
oubliant ses promesses répétées, se
trahit lui-même, fabriqua une amnistie
de droitier, transforma en vaste et mul-
tiple geste de haine la justice attendue.
Enfin ! enfin ! tout de même, on nous
l'a rendu, ce Gaston Rolland qu'aime et
admire en nous tout ce que nous avons
d'humain. Mais les gouvernants font
avec laideur ce qui pourrait avoir quel-
que beauté.

Mal renseignés d'abord, nous avons
annoncé que les oppresseurs s'amnistie-
raient jusqu'à lui accorder la grâce
amnistiant. Hélas ! ces petits hommes
et avarés même de ce qui ne leur coûte
rien n'ont concédé que la libération
conditionnelle.

A l'heure opportune, je dirai ce
qu'une telle « faveur » contient de bri-
made et de menace. Nous verrons bien
si nos ministres sont capables d'un peu
de honte efficace ou si, par tout ce qu'ils
font et tout ce qu'ils ne font pas, ils
veulent continuer à enseigner l'anarchie
à quiconque a des yeux pour voir, un
esprit pour comprendre, un cœur pour
sentir.

HAN RYNER.

Victimes de la guerre

A Villers-le-Long, près de Soissons, les
ouvriers Georges Borre, âgé de 42 ans, et Jean
Mathurin, 25 ans, employés par une entre-
prise de récupération de métaux laissés sur
les champs de bataille, ont découvert au
lieudit « La Carrière du Moulin » une di-
zaine d'obus allemands.

Pour activer leur travail, les deux ou-
vriers firent sauter les fusées à l'aide d'un
marteau. Mais au dixième obus une explo-
sion se produisit. Georges Borre fut tué ;
son compagnon, Jean Mathurin, projeté à
dix mètres dans un ravin, succomba peu
après.

Le nombre des malheureuses victimes de
la dernière boucherie augmente chaque
jour. Voici encore deux pauvres ouvriers
qui sont assassinés par la mitraille du ca-
pitalisme mondial.

Au dixième anniversaire de l'immonde
tuerie, alors que la paix est loin d'être
assurée, il est terrible de songer que la liste
macabre s'allonge quotidiennement et que
nombreux encore sont ceux qui tomberont,
sans raison, sacrifiés à la folie furieuse des
puissances.

C'est en recherchant dans les charniers
ce qui restait encore à exploiter de la der-
nière guerre que sont morts les deux pau-
vres bougres, et ce fait divers, placé en
quatrième page de la grande presse, illustre
et symbolise notre siècle de lucre et d'ex-
ploitation.

C'est sur la mort des autres que s'élabo-
rent des fortunes fantastiques, c'est en im-
molant la classe ouvrière, que la bourgeoi-
sie se maintient au pouvoir. Le Proletariat
va-t-il continuer indéfiniment à se laisser
meurtrir, à donner son sang et sa vie pour
le bonheur et la joie de ses maîtres.

Cette semaine, tous les hommes de cœur
doivent se souvenir des heures tragiques du
passé, ils doivent se rappeler leurs souf-
frances et leurs peines, et prendre la
ferme résolution de ne jamais plus per-
mettre au capitalisme de rééditer le crime hor-
rible de 1914.

Le Comité de la Semaine.

L'échec de la conférence anglo-russe

Londres, 31 juillet. — La Conférence
anglo-russe de Londres, déclare le « Daily
Mail », s'est terminée par un échec com-
plet.

N'ayant pas réussi à lancer un emprunt
russe dans la Cité, les délégués bolcheviks
se sont refusés à tout accord avec le gou-
vernement britannique pour le rembourse-
ment des dettes de la Russie aux créan-
ciers anglais. Ces dettes ont été estimées
par les experts à 182 millions de livres
sterling.

Un projet de traité commercial entre les
deux gouvernements a été discuté à fond.
La forme définitive à laquelle les Russes
ont donné leur consentement se trouve
maintenant dans les mains des Affaires
étrangères et la question de savoir si ce
traité commercial vaut la peine d'être si-
gné par le gouvernement britannique a été
discutée au cours d'une conférence de
fonctionnaires et de conseillers qui a eu
lieu hier.

La question attend la décision du Cabi-
net et une déclaration sera faite à la Cham-
bre avant les vacances. On sent que le
Traité proposé diffère tellement peu de l'ac-
cord commercial de 1921 qu'aucune diffé-
rence importante dans les relations entre
les deux pays en résultera, que le traité
soit signé ou non.

De nouveaux arrangements concernant
l'entrée des sujets britanniques en Russie
et le règlement d'un point de peu d'import-
ance, concernant les limites des eaux ter-
ritoriales sont pour ainsi dire les seuls ré-
sultats de près de quatre mois de discus-
sion.

On ne s'attend à aucune autre réunion
avec les délégués russes. Mais un certain
nombre de ces derniers ainsi que de nom-
breux employés restent encore à Londres,
dans le but évident de continuer des né-
gociations particulières avec leurs créan-
ciers britanniques.

LE FAIT DU JOUR

Le sens d'une séance

Nous n'avons jamais accordé aucune
confiance à ces assemblées parlementaires
qui n'existent que pour faire perdurer
une société cupide et criminelle.

Mais cependant nous ne pouvons pas ne
pas être profondément révoltés de la séan-
ce de mercredi au Sénat.

Sur deux questions essentielles pour les
travailleurs, la Haute-Assemblée a émis
deux votes qui démontrent mieux que toute
théorie que l'on ne peut rien attendre de
bon de la part de ces gens qui se livrent
à toutes sortes de promesses pour faire
triumpher leurs candidatures et qui, une
fois en possession du fauteuil, n'ont plus
qu'une seule hâte : éviter d'appliquer leurs
promesses.

La question d'amnistie recèle une am-
pleur exceptionnelle cette année du fait de
tout le bagage fait par tous les partis pour
ce problème angoissant.

Les cent mille victimes qui attendent de
meilleurs jours dans les geôles et dans les
bagnes avaient eu plusieurs raisons d'espérer
que sonnerait bientôt pour elles l'heure
de la libération.

D'abord parce que tous les politiciens,
sans distinction de drapeau, la revendiquaient
en tant que candidats.

Ensuite parce que le parti qui triompha
fut justement celui qui avait fait plus de
promesses larges.

Hélas ! la Chambre d'abord vota une loi
tellement mesquine, tellement restrictive
qu'une immense déception prit place de
l'espérance à la lecture des textes adoptés
par les députés.

Et l'on croyait que le Sénat ne pourrait
pas aller plus loin dans les restrictions.

Hélas ! mercredi, les vieux au cœur sec
nous ont encore montré une violence plus
grande que celle des loups du Palais-Bour-
bon.

Volant un texte de grâce amnistiant, ils
ne cessèrent pas de vouloir reculer le plus
possible l'heure du vote de l'amnistie.
Quand celle-ci sera-t-elle votée définitive-
ment ? Quand les détenus sortiront-ils de
leurs cellules ? — On peut dire, sans exa-
gérer, que le mois de novembre sera déjà
entamé avant que la promulgation de l'am-
nistie soit un fait accompli.

Puis sur la question des loyers, en une
heure, le Sénat résolut ce grave problème
en décidant que la prorogation de droit se-
rait une atteinte aux droits des proprié-
taires — et il défilait de son mieux
les intérêts des vainqueurs en décidant que
la prorogation ne serait que facultative —
ce qui revient absolument au même que
lors des précédentes lois sur les loyers.

Le sens de ces deux votes est très clair :
il n'y a plus aucune espérance à se faire
sur les bonnes dispositions des élus en fa-
veur du prolétariat.

Les parlementaires vivent du régime ca-
pitaliste et sont par conséquent intéressés
à sa consolidation.

Si les ouvriers veulent changer leur sort,
s'ils désirent avoir un peu plus de bon-
heur, il faudra qu'ils agissent par eux-mêmes.

L'action directe est plus que jamais à
l'ordre du jour !

CHEZ LES FAISEURS DE LOIS

L'amnistie sera votée à la rentrée des sénateurs ou à la saint Glin-Glin

Le Rapporteur et le Garde des Sceaux félicitent presque les sénateurs

MM. Viollette et René Renoult viennent
dire tour à tour que si tout ne va pas pour
le mieux tout ne va pas si mal et que s'il
est regrettable que le Sénat n'ait pas voté
l'amnistie la faute ne lui en incombe pas ;
ils ont le front de déclarer que les sénateurs
sont bien excusables de n'avoir pu adopter
une loi d'amnistie qu'ils n'avaient pas en
le temps d'étudier. Ils laissent entendre
qu'après tout les fossiles de l'autre Cham-
bre n'ont pas été trop « vaches », puisqu'ils
ont daigné accorder au gouvernement le
droit de grâce amnistiant dont celui-ci
fera une large application.

Le Ministre de la Justice ajoute qu'il va
faire comme un de ses prédécesseurs dans
une même occasion et adresser à tous ses
Parquets, dès demain, une circulaire leur
enjoignant d'arrêter toutes poursuites pour
les cas d'infamie prévus dans le projet
d'amnistie ; de mettre en liberté provisoire
tous les emprisonnés non condamnés défi-
nitivement et qui sont appelés à être libé-
rés par la loi qui a rencontré sur sa route
l'écueil où elle risque de se briser ; en outre
les Parquets seront priés d'envoyer à Paris
tous les dossiers des condamnés amnistiés
par la Chambre des députés.

Un colloque entre ministre et députés
nous apprend que les « délinquants » pour
faits de grève, délits de presse et mani-
festation politique ne pourront bénéficier
de la grâce amnistiant, certains articles
du Code Pénal ne le permettant point, ils
pourront tout au plus profiter d'une me-
sure de grâce simple ; on avouera que
pour cela le gouvernement n'avait nulle-
ment besoin de l'assentiment des sénate-
urs, la grâce simple ayant été de tout
temps une prérogative des gouvernants.

Le souci de Léon Blum

Est-il encore temps de sauver l'amnistie
que les sénateurs sont en train d'en-
terrer ? Le leader socialiste s'apprête-t-il à
exiger de son gouvernement ce geste tant
attendu de pays, des parents et des amis
des emprisonnés ainsi que des prison-
niers eux-mêmes ?

Non !
L'ancien chef de Cabinet du Ministre de
guerre Sembat se contente de « charger »
les pères conscrits. Il votera le ridicule
projet du Sénat parce que c'est toujours ça,
en attendant le reste !

Selon lui il est trop tard maintenant pour
que le gouvernement ait quelque chance
même en posant la question de confiance.
S'il est vrai qu'il est trop tard, pourquoi
les socialistes ont-ils tant patienté ? Voilà
trois semaines que nous au *Libertaire*
— nous qui ne sommes pas des parlemen-
taires — laissons prévoir le coup de Jan-
nac des vieilles momies du Luxembourg ;
Blum est un politicien trop avisé pour n'avoir
pas noté plus pressenti, il y a quelque
temps déjà, ce qu'il lui fallait déclarer
regretter fort, alors ?

Alors, nous sommes bien obligés de re-
connaître que l'intervention du chef socia-
liste n'a eu pour but que de soustraire le
Bloc des Gauches à ses responsabilités.

Ernest Lafont situe les responsabilités du gouvernement et celles de sa majorité

Ernest Lafont. — Le Gouvernement n'a
pas réalisé toutes ses promesses et celles
de la majorité, et, s'il avait montré plus
de vigueur, il eût pu obtenir du Sénat le
vote de l'amnistie en temps voulu.

« Il me paraît regrettable — et je le
dis aussi pour le Gouvernement coupable —
de ne pas voter l'amnistie dès mainte-
nant. Il me déplaît assurément de quali-
fié de « poudre aux yeux » le texte voté par
le Sénat, mais il n'en demeure pas moins
que ce texte ne comporte aucun résultat
sérieux. En l'absence de l'amnistie com-
plète, le petit texte tronqué et fallacieux
qu'on nous apporte ne signifie absolument
rien.

« M. le garde des sceaux vous l'a dit :
pour les condamnés civils, rien n'est chan-
gé à la situation actuelle ; pour les con-
damnés militaires, la grâce amnistiant de
la loi de 1921 pourra, en effet, jouer. Mais
il n'en est même pas besoin.

« Demain, par un simple ordre du minis-
tre de la guerre, tout condamné peut être
libéré. Que manquera-t-il donc à ce libé-
ré ? L'effet complet de l'amnistie ? Mais il
va l'avoir, dites-vous, avant un mois.

« Contrairement à l'assertion du précé-
dent orateur, personne ne souffrira donc
dans sa liberté si nous ne votons pas le petit
texte croupion du Sénat. »

Berthon et ses contradictoires attitudes

Le député bolcheviste répète à quelque
chose près les paroles de Lafont, mais la
preuve est faite une fois encore que M.
Berthon ne cherche que des effets de tri-
bune pour faire mousser son parti et mon-
ter le tirage de l'Humanité. Berthon per-
siste à « combiner » dans les coulisses et à
faire parade publiquement de sentiments
qu'il n'éprouve point. Hier, comme il re-
prochait aux socialistes de n'avoir pas le
courage d'obliger le gouvernement à poser
devant le Sénat la question de confiance
dans l'intérêt de l'amnistie, le socialiste

Vincent Auriole nous apprend que quelques
minutes avant, Berthon lui avait avoué
qu'effectivement, même avec de la bonne
volonté, les sénateurs ne pourraient pas
discuter le projet d'amnistie avant quinze
jours.

Cet incident en annule d'autres.
On entendit M. Compère-Morel prononcer
en s'adressant à Berthon : « Vous dites
que le parti communiste fait une politique
de classe. Vous savez pourtant que M.
Tchitchérine a écrit à M. Herriot pour le
France, féliciter de la politique qu'il poursuit en
« Nous nous étonnons que vous comba-
tiez avec violence un Gouvernement auquel
le gouvernement de Moscou, dont vous
relevez, envoie de pareilles lettres. »

Renauld et Cachin se prennent de gueule
et se reprochent un tas de choses que nous
ne parvenons pas à comprendre et que
nous ne trouvons pas dans l'analytique.
C'est dommage, car les deux bougres en
commissent long l'un sur l'autre.

Une leçon des droites aux gauches

Le Sénat a obtenu gain de cause, l'am-
nistie est bel et bien enterrée, mais avant
qu'un vote le prouve officiellement M.
Maginot, au nom de ses collègues de la
droite, prononce quelques mots. Il votera,
comme tout le monde, le projet du Sénat,
(que nos lecteurs connaissent, notre « sénate-
ur endurci » l'ayant inséré hier dans son
compte rendu), parce qu'il est beaucoup
plus restrictif que celui de la Chambre, et
avant de s'asseoir le tambour-major rend
hommage aux sénateurs qui viennent de
donner raison aux députés couleur Bloc
national.

M. le ministre Renoult a beau répliquer
à Maginot que le projet d'amnistie reste
entier devant la Haute-Assemblée, que
le gouvernement se montrera, un jour,
intransigent pour son adoption, les blo-
cards de gauche ne se montrent pas très
fiers de leur « succès ».

L'amnistie, la caricature d'amnistie, est
donc repoussée par les faiseurs de lois,
au peuple à la leur imposer — large, très
large — par des manifestations qui les fas-
sent réfléchir.

Comédie... et littérature

Les cadres de Jaurès seront portés
en grande pompe au Panthéon, ainsi la
Chambre en a décidé, hier, à une grosse
majorité, après avoir écouté ses meilleurs
orateurs vanter Jaurès « grand Français »
et « grand Européen », a pacifiste convaincu
et non moins patriote convaincu.

A plat ventre, à nouveau, devant le Sénat

Nos législateurs s'attaquent à la loi sur
les loyers retour du Sénat. S'attaquent...
c'est une façon de dire. Ils se rendent au
contraire sans combat.

Cette loi, votée précédemment par la
Chambre, prévoyait pour les locataires
une prorogation de plein droit jusqu'au
1^{er} janvier 1926, c'était pour tous les
locataires l'assurance qu'ils ne pourraient
être expulsés de leurs logements avant ce-
te date.

Le Sénat a supprimé de « plein droit »
il ne reste donc plus rien. Car ce ne sont
pas les trois mois ajoutés par les députés,
pendant lesquels aucun locataire ne sera
expulsé, à partir de la promulgation de la
loi, qui modifieront beaucoup le sort des vic-
times des vautours.

L'ANTIPARLEMENTAIRE

Le pain augmente

La Commission départementale des fa-
rines, réunie ce matin à la Préfecture du
Nord, a décidé de faire droit à la demande
du Syndicat des boulangers et de fixer le
prix limite du pain à 1 fr. 30, à partir du
4 août prochain, ce qui représente une au-
gmentation de 0 fr. 05 par kilo.

Lorsque le Bloc national était au pou-
voir, c'est lui qui paraît-il était responsa-
ble de la hausse constante du prix de la
vie. Or depuis le 11 mai dernier, Poincaré
a fait ses malles. Qui donc aujourd'hui
provoque cette augmentation du pain ?

Si l'incapacité du Bloc des gauches, ne
le cède en rien à celle du Bloc national,
il n'était vraiment pas utile de changer de
gouvernement.

C'était du reste notre avis, et il n'a pas
changé. Mais nos bons socialistes, conti-
nueront comme par le passé, à soutenir
M. Herriot et le peuple malgré la baisse
des salaires continuera à payer très cher
ce qui lui est indispensable à la vie quoti-
dienne.

EN DEUXIEME PAGE :

Nos camarades trouveront en seconde
page un remarquable article de Voline,
en réponse aux diffamations honteuses de
la « Vie Ouvrière ».

Nous publierons prochainement un autre
article de notre camarade P. Archinoff,
qui détruira définitivement les mensonges
de l'organe moscovite.

Devrais-je leur donner l'accolade ?

COMMENT ET POURQUOI ILS MENTENT

Arlandis est mécontent (voir son article de la *Vie ouvrière* n° 267 : « Volonté défensive de Makhno »), de ce que je lui ai répondu quelque peu à l'endroit. Cela lui donne l'occasion de se répandre longuement sur mon caractère, qu'il a l'air de connaître mieux que moi-même.

Qu'il me permette cependant de lui dire que l'ami qui m'estime à l'impartial et se réjouit à l'heure de la vérité, dans une discussion honnête, loyale, l'aime à être calme et répliquer posément. Pas mal de bolchevistes russes pourraient témoigner de ma patience, de la sérénité de ma façon de discuter.

Mais il existe une limite, et la laisser dépasser, en répondant calmement et courtoisement comme pour une discussion loyale à des calomnies criminelles, dans des cas semblables, il faut appeler les choses par leur nom et riposter à l'ennemi malhonnête par des coups sensibles. C'est ce que j'ai fait dans mon article.

Dans sa réponse « Volonté défensive de Makhno », Arlandis dut reconnaître avoir parlé de Makhno comme « organisateur de pogroms juifs », comme « agent démasqué au service de la Pologne », etc., sans avoir de preuves, en ne se basant que sur des suppositions personnelles et des bavardages de ses amis de Moscou. Eh bien, un coquin pareil voudrait-il vraiment que je prenne des gants et que je lui donne l'accolade ? De même les autres menteurs aussi peut-être ? Non, je répondrai toujours à leur campagne calomnieuse par des coups rudes, sans me préoccuper de savoir si cela les enrage.

Les calomnies et les mensonges dans tous les derniers numéros de la *Vie Ouvrière* sont tellement nombreux que l'on n'a que l'embaras du choix pour les démentir.

Contentons-nous des plus criants.

1. — *Vie Ouvrière* n° 267, page 1, article d'Arlandis précité. — L'auteur dit que « Makhno a pu vivre près de trois années réfugié avec ses partisans dans des pays d'intense Terreur Blanche, comme la Roumanie et la Pologne ». C'est faux. Le gouvernement roumain a expulsé Makhno presque immédiatement sur son arrivée. Quant à la Pologne, Makhno y fut incarcéré aussitôt arrivé et y passa plus d'une année en prison. A sa libération, une petite ville lui fut désignée comme résidence où il fut étroitement surveillé. Il vint de quitter cette ville et rencontre maintenant des difficultés imaginaires pour pouvoir se rendre où il voudrait.

2. — Même numéro, page 2, article de Joquin Maurin : « Une entrevue avec Djerzinski ». — L'auteur dit avoir posé, lors de son séjour à Moscou, cette question à Djerzinski : « Qu'a fait Voline ? » J'étais alors en prison.

Djerzinski aurait répondu : « Il vivait tranquillement à Moscou sans être molesté d'aucune façon. Un beau jour il disparut. Nous apprîmes qu'il se trouvait dans l'état-major de Makhno. Arrêté par l'armée rouge, il fut ramené à Moscou. J'eus une entrevue avec lui, et il me promit qu'il resterait tranquille si je le renvoyais en liberté. Il m'assura qu'il avait très bien compris que Makhno était un vulgaire brigand. Croyant en sa parole, je le libérai. Peu de jours après il disparaissait à nouveau de Moscou. Il retourna à l'armée de Makhno. Il fut pris une autre fois. Il est maintenant détenu. Et vous croyez que je vais le mettre encore une fois en liberté, pour être encore, comme la première fois, trompé ? »

Je ne sais pas, et cela m'intéresse d'ailleurs peu, si c'est Joquin Maurin lui-même qui a inventé cette histoire, ou s'il a été dupé du Grand Maître juvénile et bourreau « tenant dans ses mains la vie de 130 millions de Russes ». Ce qui importe, c'est que l'histoire ne contient pas une parcelle de vérité.

D'abord, je n'ai jamais vécu à Moscou. Arrivé d'Amérique le 2 juillet 1917 à Pétersbourg, j'y suis resté jusqu'au mois de mars 1918 comme rédacteur au journal *Golos Trouda*. De mars à mai 1918, j'ai été volontaire dans un petit détachement de volontaires anarchistes reconnu et équipé par le gouvernement soviétique de Petrograd et envoyé de là, sur l'ordre de ce gouvernement, au nord de l'Ukraine pour y opérer, en contact avec les détachements de francs-tireurs rouges (à cette époque il n'existait pas encore d'armée rouge) contre l'invasion austro-allemande. L'invasion devenue fait accompli, notre détachement n'eut plus aucune utilité et cessa d'exister fin avril 1918. Ne retournant plus à Petrograd, je me rendis dans la petite ville de Bobrov (gouvernement de Voronège, au sud de la Russie), où vivait ma famille et où je suis resté de mai à novembre 1918, y travaillant dans la section soviétique de l'Instruction Populaire, etc. Au mois de novembre, la ville de Bobrov fut occupée par les blancs, je la quittai alors pour me rendre à Koursk afin de prendre part à la première Conférence de « Nabat » (nom de l'organisation anarchiste de l'Ukraine). La conférence terminée, j'allai pour la première fois de ma vie à Moscou pour y assister à une conférence anarchiste comme représentant de « Nabat ». J'y séjournai une semaine et retournai à Koursk. Je devais faire dans cette ville, sur l'invitation des camarades, une série de cinq conférences publiques sur l'Anarchisme. D'abord permises par le Soviét de Koursk, ces conférences furent défendues au dernier moment par les autorités bolchevistes. Une forte émotion ayant alors secoué les masses venues pour entendre la première conférence, je me suis arrêté par la tcheka de Koursk, qui, la même nuit, me fit accompagner jusqu'à la gare par un tchékiste en m'obligeant à quitter Koursk pour me diriger sur l'Ukraine où j'ai milité ensuite au sein de la Confédération de « Nabat », à Karow, à Ekaterinoslaw et à Kieff jusqu'à la fin de juillet 1919. Me dirigeant ensuite de Kieff vers Odessa, je me suis arrêté chemin faisant dans la région makhnoviste près de la station de Pomochatna (entre Elisabethgrad et Odessa). J'ai fait ensuite avec l'armée makhnoviste, poursuivie par celle de Dénikine, toute la retraite qui dura jusqu'à la fin de septembre. J'ai assisté à la décisive bataille de

Péregonovka (près d'Ouman) contre les Dénikiniens, et j'ai fait ensuite avec l'armée de Makhno l'offensive contre Dénikine qui dura jusqu'à fin décembre 1919. — Parti de la région makhnoviste le 26 décembre (pour aller m'occuper de la propagande contre Petlioura dans une autre contrée), et tombé malade du typhus, je fus traitement arrêté par les bolchevistes le 15 janvier 1920. Traîné de prison en prison en Ukraine, je fus enfin transféré à Moscou au début du mois de mars 1920. Ce fut mon premier séjour à Moscou, à la prison de la Vetchka. J'y suis resté jusqu'au 1er octobre de la même année. Je fus remis en liberté, non pas par Djerzinski ni de par sa bonne volonté, mais sur les instances de Makhno, au moment de son accord avec le gouvernement soviétique pour combattre Wrangel. Après m'être reposé à Moscou pendant un mois, je suis reparti à Karkoff où j'arrivai le 12 novembre, non seulement au su, mais avec un sauf-conduit des autorités bolchevistes de Moscou. J'y fus repris le 26 du même mois au moment de l'attaque traitresse des bolchevistes contre les makhnovistes et les anarchistes après la défaite de Wrangel. Je fus ramené à Moscou et ce fut la mon second séjour dans la prison de la Vetchka et dans d'autres. Je fus libéré, après la grève de la faim de treize anarchistes dans la prison de Taganka, le 17 septembre 1921. Quelque temps après, je partis pour Petrograd et ensuite pour l'étranger par ordre d'expulsion du gouvernement soviétique. J'arrivai à Berlin le 21 décembre 1921.

Je demande pardon au lecteur d'occuper son attention avec des détails personnels peu intéressants. Je me vois dans l'obligation de fournir cet « alibi » (que les bolchevistes connaissent aussi bien que moi), car ils ne trouvent rien de mieux à faire contre nous que de remplir les colonnes de leurs journaux, la *Vie ouvrière* entre autres, avec des mensonges d'ordre personnel, cherchant à nous présenter, les autres et moi, comme des flous. Je fournis cet « alibi », non pas pour me défendre, mais pour poser à tout ouvrier et lecteur honnête ces deux questions : 1° peut-on, après cela, avoir la moindre confiance en tout ce qui est raconté dans les colonnes de la *Vie ouvrière* ? 2° ceux qui s'emploient à tromper ainsi « leurs » ouvriers sont-ils des révolutionnaires, et pourrions-ils guider la Révolution sociale qui doit être essentiellement l'œuvre d'une franchise, d'une honnêteté, d'une droiture éclatantes pour ses acteurs ?

Je n'ai jamais parlé avec Djerzinski. Je ne l'ai vu, de loin, qu'une seule fois, lors de la conférence anarchiste à laquelle j'ai assisté à Moscou et dont il est parlé plus haut, en novembre 1918. Tous les membres de la conférence avaient été arrêtés « par malentendu » et amenés ensemble à la Vetchka. Djerzinski vint en personne pour s'expliquer sur les motifs de cette arrestation, et je l'ai vu durant les quelques minutes de la conversation qu'il eut alors en la présence de tous les camarades avec le camarade Roubintchik. Quelques temps après, nous étions presque tous libérés. Ce fut l'unique fois de ma vie que j'ai aperçu Djerzinski.

Je n'ai donc jamais promis à Djerzinski (ni à personne, du reste) de « rester tranquille si on me renvoyait en liberté ». De même, je n'ai jamais dit à personne que « Makhno était un vulgaire brigand... » Tous ces contes ne sont que de basses calomnies.

3° Le même Joquin Maurin écrit : « Le Groupe Voline-Schapiro a son centre à Berlin. Ce que l'on appelle l'A. I. T. est son organisme. » C'est idiot. Moi, je ne suis par membre de l'A. I. T. de même que Schapiro n'est pas membre du « Groupe d'Anarchistes russes en Allemagne » auquel j'appartiens et qui n'a rien de commun avec l'A. I. T. Il n'existe même pas de rapports suivis entre ces deux organisations. Schapiro et l'A. I. T. donneront de leur côté, dans leur presse, un démenti formel aux menteurs.

4° Passons à la page 3 du même numéro, où la rédaction de la *Vie ouvrière* commence une histoire interminable et rocambolesque sur l'histoire du mouvement anarchiste en Russie, écrite par les mêmes menteurs patentés du « Grand Parti des Masses ».

Remarquons tout d'abord que tout ce galimatias est presque entièrement tiré de la fameuse brochure calomnieuse d'un certain J. Jakovlev, calomniateur en chef des anarchistes d'Ukraine, intitulée : *L'anarchisme russe dans la Grande Révolution russe*. La brochure est très connue en Russie justement comme chef-d'œuvre de falsification et de mensonges éhontés. Elle fut publiée à un moment donné, dans le but exprès d'abuser rapidement les masses sur le compte des anarchistes.

Pour l'instant, je ne m'arrêterai qu'à un des nombreux mensonges dont l'histoire, faite par la V. O., est remplie. C'est à la page 4 du même numéro du journal, sous le sous-titre : « L'extermination des Communistes ». Il s'agit d'un prétendu journal de la femme de Makhno, l'institutrice Fédera Gaïenko, journal trouvé sur un champ de bataille et contenant des inscriptions datées de février et mars 1920. Le morceau entier est tiré de la dite brochure de Jakovlev (édition russe, pages 26-27). Or, la femme de Makhno se nomme Galina-Andréievna Kousmenko. Elle ne l'a pas quitté depuis 1918. Elle n'a jamais écrit ni, par conséquent, perdu de journal. Donc, la « documentation » des autorités soviétistes est, comme bien souvent, un faux.

Pour terminer. Dans son article : « L'œuvre néfaste de Makhno... et de Voline » (*Vie ouvrière*, n° 269), le proluxe Arlandis prétend que je défends Makhno parce que, l'ayant conseillé, je me sens responsable de ses actes. Et il nous remet de nouveau sur le tapis l'histoire du front polonais. Or, voici les faits : J'ai quitté la région makhnoviste, comme susdit, le 26 décembre 1919.

A ce moment on n'avait aucune notion du front polonais au camp makhnoviste. La rencontre de l'armée rouge avec les makhnovistes eut lieu environ deux semaines plus tard. Et c'est alors que surgit la question du front polonais. J'étais alors loin de la région makhnoviste et je fus, comme susdit, arrêté par les bolchevistes,

le 15 janvier. Je n'ai donc pu donner à personne aucun conseil à ce sujet. Je n'ai appris moi-même l'histoire du front polonais que beaucoup plus tard.

Beaucoup de personnes doivent se demander pour quelles raisons les bolchevistes ont recouru à ces montagnes de mensonges.

L'explication en est pourtant simple. De même que tous les partis politiques, les communistes autoritaires n'ont pas confiance dans l'auto-action des masses. Au fond de leur conception étatiste git la conviction que les masses travailleuses doivent être menées, dirigées, surveillées, contrôlées, etc., pour qu'il leur soit possible d'arriver au communisme. Donc ils mésestiment les masses qu'ils ne considèrent que comme un troupeau devant exécuter leurs ordres. Ils se considèrent comme seuls voyant le but et connaissant le chemin. Le manque d'estime entraîne déjà psychologiquement au mensonge.

S'apercevant que la masse perd confiance en eux au fur et à mesure qu'elle constate leur incapacité de création réelle, les « communistes » sont d'autant plus obligés de mentir pour tenter de regagner cette confiance.

Prétendant enfin qu'ils sont les seuls sauveurs de la révolution, et que les masses, en perdant la confiance en eux, perdent inconsciemment la révolution, le mensonge devient question de principe, moyen de salut de la révolution.

On bien Monmousseau, Atlandis, Joquin Maurin et Compagnie sont des menteurs, ou bien ils sont dupes et instruments de leurs maîtres de Moscou qui les utilisent comme simple troupeau tout juste bons à répéter les déclarations de leurs bergers qui seuls sont les grands papes infaillibles et tout puissants. A eux de répondre ce qu'ils préfèrent etc...

Assez pour le moment. Nous avons autre chose à faire que de gâcher le temps plus longuement à remuer cette avalanche d'ordures.

Nous aurons du reste l'occasion d'y revenir.

VOLINE.

P. S. — Monmousseau y met vraiment du temps pour répondre aux questions précises que je lui ai posées dans mon article : « Ignorance ou... ? » (*Libertaire*, numéro 191). Allons ! un peu de cran, 2 ou 3 mensonges de plus pour s'en tirer, et la réponse sera faite !...

V.

Les trafiquants de la main-d'œuvre étrangère

Les ouvriers étrangers sont racolés de toutes les façons.

Une officine de racolage de main-d'œuvre opère surtout avec cynisme. Il s'agit de la Société nationale d'émigration agricole et industrielle de France, dont l'un des dirigeants est M. de Waren, député de Meurthe-et-Moselle.

Cette société opère en Hongrie. La Confédération générale du travail de Hongrie signale ces agissements en ces termes : « Le gouvernement hongrois a reçu de la Société nationale d'émigration agricole et industrielle une lettre dans laquelle il est dit que cette société a reçu du gouvernement français des instructions afin de rassembler en Hongrie des travailleurs professionnels et de les diriger dans les diverses branches de l'industrie française. »

Cette société a même montré une formule de contrat de travail dans lequel il est dit que les ouvriers hongrois auront les mêmes droits que les travailleurs français.

D'autre part, le ministre de l'Agriculture a déclaré à une délégation qui l'a vu à ce sujet, que le gouvernement n'avait donné aucune autorisation à cette société et que le ministre des Affaires étrangères avait mis les amis de M. de Waren dans l'obligation de cesser leur trafic.

Alors que les trafiquants de la chair à travail s'arrangent pour mettre le marché du travail à leur entière disposition, les malheureux ouvriers se voient concurrencés, l'émigration et les démunis, impuissants. A quand une bonne organisation entre travailleurs pour la défense de légitimes revendications ?

Où aller ce soir ?

Théâtres lyriques

OPERA. — 20 heures : Rigoletto ; Coppélia. OPERA-COMIQUE. — 20 heures : Lakmé ; le Châlet. GAITE-LYRIQUE. — 20 h. 45 : Les Vingt-Huit Jours de Clairette.

Drames, Comédies et Genre

COMEDIE-FRANÇAISE. — 20 h. 45 : La Nuit de Mai ; la Mégère apprivoisée. RENAISSANCE. — 21 heures : La Captive. NOUVEL-AMBIGU. — 20 h. 45 : Mon Bébé. COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES. — 21 heures : Knock ou le Triomphe de la Médecine.

Cabarets artistiques

LE GRENIER DE GRINGOIRE (6, rue des Arts). — A 21 heures : Les chansonniers Géo Robert, Dornano, Brubach, Line de Tarbes et Louis Loral. Spectacle d'art et d'éducation. LE PERCHOIR. — 21 heures : Jeux... d'ais qu'on.

LA VACHE ENRAGEE (4, place Constantin Pecqueur). — 20 h. 30 : Veillée d'été ; Maurice Hallé et les chansonniers. LA CHAUMIERE. — 21 heures : Spectacle varié.

LE PIERROT NOIR (11, rue Germain-Pilon). — Dranoff et les chansonniers.

LIRE :

LE DRAME D'ETRE DEUX

par HAN RYNER et Madame AUREL

En vente à la LIBRAIRIE SOCIALE 9, rue Louis-Blanc, Paris (10^e)

Chèque postal : Marcel Jouot, 520-42. Prière d'adresser tout ce qui concerne la LIBRAIRIE SOCIALE à Marcel Jouot et non à L'Entente.

AU SÉNAT

Divers projets financiers sont adoptés

Les pensions des inscrits maritimes

La séance s'ouvre à 14 h. 30 sous la présidence de M. de Selves.

M. Reynaldy, ministre des finances par intérim, dépose divers projets de loi pour l'exercice 1924.

M. Dumessnil dépose le projet voté par la Chambre qui tend à remplacer Sarraïl dans la 1^{re} section de l'état-major général sans limite d'âge.

Après une intervention toujours aussi amusante du vieux chouan Delahaye, le projet est renvoyé à la commission de l'armée.

Divers projets financiers concernant l'Alsace-Lorraine sont adoptés.

Puis la discussion vint sur l'augmentation des pensions des inscrits maritimes.

La commission du Sénat demandait que l'on accordât aux inscrits les 720 francs donnés aux pensionnés de l'Etat. Le ministre s'y étant opposé, il fut décidé d'allouer 400 francs aux inscrits et 200 francs à leurs veuves en supplément de la pension déjà allouée.

Et le ministre promit que les 720 francs demandés seraient bientôt alloués aux inscrits retraités.

Mais, une promesse de ministre ne coûte pas cher !

On passe ensuite au chapitre du budget.

M. Henry Bérenger, rapporteur général de la commission des finances, lit un rapport dans lequel il demande 400 millions de crédits supplémentaires au budget des dépenses — en attendant 800 autres millions qui seront demandés en octobre — car malgré les assurances de Lasteyrie, il y a 1 milliard 200 millions de déficit, en plus des 3 milliards et demi prévus.

On adopte les traitements de divers ministres, de hauts fonctionnaires — mais les crédits votés par la Chambre pour les victimes des inondations de janvier ne seront distribués qu'en octobre.

Les gros d'abord ! Quant aux petits... ils ont bien le temps d'attendre.

Puis quelques crédits sont accordés pour les bourses d'enseignement secondaire, la reconstruction des routes et ponts, etc., etc.

Le rétablissement du monopole des allumettes est voté sans que personne s'en aperçoive.

Puis, après quelques discussions, la loi réintégrant le général Sarraïl est adoptée.

Ensuite le Sénat à l'unanimité moins cinq voix décide le transfert de Jaurès au Panthéon. Ça nous fait une belle jambe !

Le projet des loyers revenant de la Chambre très modifié, le Sénat fixe sa prochaine séance à ce matin 10 heures et demie.

LE SENATEUR ENDURCI.

Nos Echos

La stratégie des grèves

Au troisième Congrès de l'I. S. R., le grand rapporteur sur la stratégie des grèves fut Son Altesse ou plutôt Sa Bassesse Monmousseau en personne.

Ce qu'il faut surtout, paraît-il, c'est s'élever contre « la méthode des grèves partielles ».

Jusqu'à ce jour, nous ignorions encore que les grèves partielles constituaient une méthode. Nous croyions plutôt qu'elles étaient conditionnées par le rythme chaotique de la production capitaliste et par les nécessités de la vie économique qui surgissent parfois brutalement. Mais du diable si nous serions allés dénicher la misère et les révoltes qu'elles engendrent constituent une méthode.

Et pourtant, si nous voulons aller au fond des choses, nous valons mieux secrétaire confédéral à l'arbitrage raison.

La grève partielle est bien une méthode, et quoi qu'en dise Monmousseau, elle est ce qu'on peut appeler la plus haute et la plus parfaite stratégie révolutionnaire. Car s'il n'y avait point de grèves partielles, il n'y aurait qu'une grève totale. Par conséquent, plus moyen de trouver des jaunes, tout le monde serait gréviste et, ma foi, on verrait plus de ces braves gens qui vont au boulot entre deux représentants de l'ordre. Tout cela serait d'un mauvais enseignement et rendrait fort marris les grands révolutionnaires qui ont l'habitude d'aller chercher leurs chefs dans cette dernière catégorie de braves gens.

Braves syndiqués de la charrette ou de la voiture à bras, que pensez-vous de ce fait : Monmousseau, sacré par Moscou grand stratège des grèves ? Ne croyez-vous pas que cela est tout un programme et caractérise bien une époque.

NOTES :

Le nouveau ministère norvégien

La légende veut que les Polonais se grisent et que les Portugais soient joyeux. Mais, sans nul doute, le nouveau premier ministre norvégien tient, par son ascendance, de la Pologne et du Portugal, et c'est de cette seule façon que l'on peut expliquer la formation de son cabinet.

A l'Instruction publique, à la place d'un professeur, il a nommé M. Everlen, cultivateur ; aux Travaux publics, M. Mjeldso, un autre cultivateur ; aux Affaires sociales, un journaliste ; à l'Agriculture, M. Five, fonctionnaire ; à la Guerre, M. Jacobsen, juge, et à la Justice, M. Berg, directeur du Monopole des vins.

Et voilà un ministère constitué. Il est indéniable qu'avec de telles compétences la Norvège sera bien gouvernée.

UN NOUVEL OBJECTIF

Le Congrès de l'I. S. R. est tout à fait instructif.

On y apprend, par exemple entre autres choses fort excellentes, que jadis les grèves n'avaient pour but que l'amélioration du sort des ouvriers. Mais aujourd'hui, ces derniers n'ayant plus besoin de rien, ils doivent pousser le dévouement jusqu'à se sacrifier pour leurs propres bergers. En effet, il paraîtrait que de nos jours les grèves ont « pour but la prise du pouvoir ».

Dorénavant, vous savez donc, braves prolétaires, que tous vos mouvements doivent servir à hisser des Machin, des Chose ou des Truc au pouvoir. Ça vaudra diablement

mieux que de faire augmenter vos salaires ou diminuer vos heures de travail.

Améliorer votre sort, est certes un but très louable, un objectif qui mérite toute votre attention et sainte pitié.

Mais améliorer le sort des autres est autrement honorable et surtout digne d'un révolutionnaire.

C'est pourquoi nous allons maintenant préciser le mot d'ordre et le nouvel objectif de la prise du pouvoir tout en montrant aux travailleurs que le salut ne peut venir que de là et non d'ailleurs.

N'améliorons plus notre sort ; cela est petit-bourgeois. Sacrifions-nous pour améliorer le sort des politiciens ; ça, au moins, c'est révolutionnaire et même bolcheviste par-dessus le marché.

Ah ! les farceurs de l'orthodoxie ! Ils feraient rigoler les mots eux-mêmes.

POUR LA JOURNÉE DE TRAVAIL

Braves prolétaires qui, tout le jour, Travaillez sans vous faire de bile.

N'oubliez pas ceux qui, moins habiles, Sont obligés et cela tout à tour

De vivre à vos crochets tous les ans. Pour cette fois, étant dans la dèche

Sachez que rien ne vous en empêche Nous vous demandons, fidèles vaillants

De verser votre pauvre obole. Serrez-vous la ceinture, ayez jaim

S'il le faut, pourvu que l'auréole Du Parti se retire à la fin.

Victorieuse d'un combat géant Avec tous ces sales réformistes

Et tous ces petits bourgeois larmoyants Qui insultent tous les bolchevistes.

Alors ! voici venir la mort ! On l'a fait sortir son beau pognon

Pour écraser ces sales bourgeois Et s'en débarrasser cette fois.

Serrons nos rangs autour de Machin Pour que surgisse le grand matin

Et que notre vie à son dernier soir Vole enfin la grande victoire

La Vie des Lettres

« Le drame d'être deux »

Il est assez difficile de donner un compte rendu du livre que viennent de publier Madame Aurel et Han Ryner. Le drame d'être deux est un dialogue philosophique, dialogue fluide qui, tout en traitant d'un sujet principal, s'attarde aux idées les plus diverses, comme un voyageur s'attarderait à toutes les fleurs de la route. Le sujet principal du dialogue est : l'amour, l'appellation qui englobe tous les sentiments qui unissent tendrement les individus, et beaucoup plus l'amitié que la simple possession charnelle.

« A l'amour chiche, comme à l'amour universel, écrit Han Ryner (p. 111), nous arrachons le bandeau. L'amour aveugle pour un seul être est méchant de jalousie et d'exigence. L'amour qui embrasse aveuglément l'humanité est dégoûtant de monotone imprécision et de platitude. Opposons-leur hardiment l'amour aux yeux ouverts, celui qui aime parce qu'il connaît un peu et qui veut accroître toujours sa connaissance, aliment de sa flamme. » Et plus loin, ces belles lignes du philosophe (p. 129) : « Pauvreté de l'amour unique, nous le connaissons, aux cœurs médiocres, aux intelligences incapables d'élargissement. Il y a autant de beautés singulières que d'individus. Arrière le pâle grossier qui ne sait pas distinguer en Minerve et en Junon les égales de Vénus. Il n'avait qu'une pomme à donner et sa pauvreté le contraignait à choisir. Mais nous, c'est dans notre cœur que pousse le pomier. Dès qu'une déesse tend la main vers lui, la chaleur de son geste fait mûrir en nous l'or d'une offrande... »

Ces dialogues ne peuvent, en somme, ni se résumer ni s'analyser ; il faut les lire et suivre dans les replis harmonieux du style la délicatesse de la pensée.

Han Ryner s'y montre une fois de plus le poète souple et le psychologue aigu que l'on connaît.

Pour Madame Aurel, la chose est un peu différente. Il est assez rare de trouver chez une même personne une vanité aussi exaspérante et une pensée aussi subtilement vagabonde. Madame Aurel ne l'ignore pas, d'ailleurs. Elle avoue (p. 184) : « Je saurais flatter... me montrer par le détail alléchant. C'est pourquoi je dis toujours l'autre. » Cette pose systématique est fort déplaisante. Et elle explique l'attaque retentissante du tant talentueux Maurice Boisard. Mais le plus fort, c'est que Madame Aurel, après avoir irrité volontairement (elle le dit), traite d'« abjects » et de « crapules » (p. 183), ceux qui, comme Boisard l'ont douloureusement griffé. C'est être bien peu philosophe ! Toutefois, lorsque l'on ne cède pas à la première impression (ce qui est assez difficile), on finit par trouver chez Madame Aurel beaucoup de bonnes choses, des réflexions fouillées et souvent justes, d'exquises trouvailles de style et de découvertes personnelles. La lettre écrite au sujet de Laure et de Pétrarque est un petit chef-d'œuvre. Mais cette vanité, quel dommage !

Le drame d'être deux, d'une conception originale, mérite d'être lu et, surtout, d'être pensé en même temps que lu.

NOTULES :

— Dans les « Nouvelles littéraires », Elie Richard consacre une courte étude au poète Henry Dalby. J'ai dit, en son temps, tout le bien que je pensais des beaux « Poèmes de la Vie mordue ».

Henry Dalby va faire paraître une nouvelle plaquette : « Traduit des Fleurs », avant un recueil plus important, et un roman, sans oublier le « Vin vert », roman toujours remanié, toujours annoncé et dont l'édition est toujours remise. Dalby compte aussi rassembler ses chroniques sous ce titre : « L'Œuvre rouge ».

Georges VIDAL

UN LIVRE INDISPENSABLE

L'EDUCATION SEXUELLE

par Jean MARESTAN

Physiologie et Prévention sexuelles Contre les Moralités néfastes Mariage et Union libre Le Problème de la Population Hygiène de la Maternité

Nouvelle édition — (155^e mille) Un volume de 336 pages, illustré. En vente à la Librairie Sociale, 4, rue Louis-Blanc, Paris (10^e) Prix, 7 fr., franco recommandé, 7 fr. 85. Chèque postal : M. Jouot 520-42

A travers le Monde

CE QUI SE PASSE

M. Herriot triomphe. Sa proposition — faite au nom du gouvernement français — de désigner un comité d'arbitrage de trois membres, qui sera chargé de se prononcer souverainement sur les manquements de l'Allemagne, a été adoptée à l'unanimité par la première Commission.

Et voilà que s'écroule soudainement tout l'échafaudage de pronostics pessimistes de la presse pincetiste, qui spéculait par avance sur le refus de M. Snowden, chancelier de l'Échiquier, d'accepter les suggestions du premier ministre français.

Cependant la partie n'est pas encore entièrement perdue pour le « Bloc National ». Celui-ci a en M. Barthou, président de la Commission des Réparations, un fidèle défenseur, qui fera l'impossible pour défendre la politique des réactionnaires français. La Commission des Réparations qui a siégé hier après-midi à Londres va à son tour se prononcer, et il serait curieux de voir M. Herriot désavouer par cet organisme né du Traité de Versailles qui permet tous les arbitrages à l'égard de l'Allemagne.

Quel sera alors la situation du Cabinet français ? M. Herriot obligera-t-il Barthou et sa clique à se soumettre ou à se démettre, ou abandonnera-t-il lui-même le pouvoir ? Qui sait. La situation politique est trouble. Il est probable que la chute du ministre Herriot en France entraînerait la chute du ministre MacDonald en Angleterre, car le gouvernement travailliste ne s'est jusqu'à ce jour maintenu au pouvoir que par l'incapacité de ses prédécesseurs à dénouer la crise extérieure. Si Mac Donald échoue à son tour, c'est la vie de son gouvernement qui est terminée.

On se souvient des dernières élections législatives britanniques. Le combat s'était livré sur les tarifs douaniers, et le gouvernement qui combattait la libre importation des produits étrangers fut battu par les libéraux et les travaillistes. Si, au pouvoir, le gouvernement faisait voter une loi, supprimant les droits d'entrée de 33 pour cent sur certaines marchandises, et c'est aujourd'hui que celle-ci devient effective.

Il semble cependant qu'un revirement se soit produit dans la population à la suite des campagnes de presse de certains grands organes conservateurs et le Daily Express d'hier cherchait à démontrer que l'abolition des droits de douane menaçait d'être un désastre pour l'Angleterre. Il est évident que la grosse industrie britannique sera obligée de prendre des mesures pour lutter contre les produits étrangers. Mais jusqu'à ce jour, la concurrence n'ayant pu se manifester, les prix des marchandises ont soutenu leurs cours élevés : le capitalisme sera obligé demain de réduire ses prétentions. Si le prolétariat suit en Angleterre rester organisé, il ne souffrira nullement de cette mesure, bien au contraire, et à la crise du chômage que va chercher à intensifier la grosse industrie, pour tenter de légitimer sa lutte en faveur des droits de douane, le prolétariat n'a qu'à répondre par une demande de diminution d'heures de travail. La classe ouvrière, si elle sait se défendre, n'a rien à perdre, mais tout à gagner de la libre importation des produits en Angleterre.

Le gouvernement du Mexique reconnaît à son tour le gouvernement des Soviets. Tant mieux ou tant pis. Mais, d'autre part, ce ne va pas avec l'Angleterre. M. Rakowski, le chef de la délégation russe à la Conférence anglo-russe, est arrivé à Moscou, où il a rendu compte de ses travaux à son gouvernement et aurait déclaré qu'il n'a pas été reçu de façon amicale par les représentants et financiers britanniques. Il serait donc d'avis d'envoyer un ultimatum à l'Angleterre afin d'obtenir du gouvernement travailliste une réponse catégorique aux demandes des Soviets.

Pauvre gouvernement russe. Est-ce donc en vain que les représentants du « Prolétariat » ont assisté au lever du roi ? Est-ce en pure perte que malgré leur dégoût les « délégués ouvriers » — qu'ils disent — ont acheté — aux frais du peuple naturellement — les somptueux costumes de cour

pour assister aux réceptions de George V, roi d'Angleterre et empereur des Indes ? Rakowski n'a pas été reçu de façon amicale ? C'est vraiment dommage. Peut-être n'a-t-il pas, comme son ami Tchitcherine, offert suffisamment de petits cadeaux à la police londonienne ? Mais tout s'arrangera hélas ! et non au profit du prolétariat, soyons-en convaincus.

J. G.

ÉTATS-UNIS

UNE COLLISION DE TRAINS

Un message de New-York annonce qu'une collision de deux trains bondés de voyageurs s'est produite à Long Island City. Cinquante personnes ont été blessées dont plusieurs très grièvement. L'accident fut suivi d'une panique au cours de laquelle des femmes et des enfants ont été foulés aux pieds.

BRÉSIL

LA REVOLUTION AU BRÉSIL

Le ministre d'Allemagne vient d'adresser par la voie de la presse une proclamation à ses compatriotes de Sao Paulo pour les engager à observer la neutralité.

Ce manifeste contient la phrase suivante : « Le Gouvernement allemand usera de tous les moyens en son pouvoir pour que vous obteniez des réparations ».

ANGLETERRE

NOUVELLE MENACE DE GREVE

Les délégués des ouvriers de Londres, travaillant dans les usines de distribution d'énergie électrique, se sont réunis hier et ont approuvé la décision prise avant-hier par l'Union syndicale intéressée, demandant un accroissement de salaires de 10 shillings. Il a été décidé que si un règlement n'était pas intervenu à la date du 15 août, tous les ouvriers travaillant dans les usines électriques de toutes sortes de la banlieue, y compris celles qui fournissent l'énergie électrique aux tramways et aux chemins de fer électriques recevraient l'ordre de cesser le travail.

ALLEMAGNE

RATIBOR SANS ELECTRICITE

Berlin, 31 juillet. — La grève générale ayant été déclarée en Haute-Silésie occidentale, la ville de Ratibor, est sans courant électrique. Les rues sont sans lumière, et les journaux n'ont pu paraître. Il est certes ennuyeux d'être privé de lumière. Mais par contre, le manque de journaux n'est pas un mal. C'est un peu moins de mensonges et de bourrage de crâne, car ce n'est pas de la presse qui jaillit la lumière.

RUSSIE

DECLARATIONS DE M. RAKOWSKY

On mande de Moscou :

« Interviewé à son arrivée à Moscou, M. Rakowski a fait la déclaration suivante : « Le parti travailliste anglais se prononce nettement en faveur de la garantie d'un emprunt de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, ainsi que l'atteste le Daily Herald. »

« Un revirement sensible s'est produit dans la Cité en faveur de l'Union. Parmi les banquiers signataires du fameux memorandum, plusieurs sont actuellement partisans de l'emprunt et l'appellent d'une manière pratique. »

« On peut dire avec conviction que le problème des biens nationalisés sera résolu d'une façon compatible avec les intérêts de la législation de l'Union des Républiques soviétiques. »

« La reconnaissance par la France et la Belgique ne se fera plus attendre longtemps. »

M. Rakowsky repart jeudi pour Londres.

A TRAVERS LE PAYS

LE REMORDS DU MARI JALOUX ET MEURTRE

Lyon, 31 juillet. — Le pousseur Antonin Chaponnaud rencontrant dernièrement, Cours Tolstoï, à Lyon-Villeurbanne, sa femme en conversation suspecte, l'abattit de cinq balles de browning. Grièvement blessée, la malheureuse succomba peu après à l'Hôtel-Dieu.

Le meurtrier arrêté subissait aujourd'hui un interrogatoire devant le secrétaire du commissaire de police de Villeurbanne lorsque, profitant d'un moment d'inattention, il pénétra dans le cabinet du commissaire et s'empara du browning dont il s'était servi et qui était resté sur la table avec deux chargeurs, comme pièces à conviction.

Antonin Chaponnaud glissa un chargeur dans l'arme et se tira dans l'aine deux coups de feu ; un seul projectile pénétra profondément. Transporté à l'hôpital, le jaloux meurtrier déclara ne pas vouloir vivre avec le remords d'avoir tué sa femme qu'il adorait.

HATEAU BENEFICIE D'UNE GRACE

Paris, 31 juillet. — Le président de la République vient de signer un décret faisant remise des travaux forcés et commuant la rélegation en vingt ans d'interdiction de séjour en faveur de Hateau, le forçat évadé de la Guyane venu en France pendant la guerre, établi commerçant en dernier lieu à Metz et qui s'est réhabilité par son travail après avoir acquis l'estime de ses concitoyens.

C'est très bien de gracier ceux qui ont fait leur « devoir ». Mais les autres, qui ont accompli un autre devoir, et un véritable, ceux qui se sont refusés à tuer des hommes, qu'attend-on pour les gracier ? Qu'il soit trop tard et qu'ils soient crévés dans les prisons de notre douce république sans doute.

LE CORPS DU DOCTEUR TREGANT EST RETROUVE

Toulouse, 31 juillet. — A la suite des nouvelles recherches entreprises près de Cauterets, dans la montagne avoisinant la Raillière, avec le concours d'un grand nombre de guides, on a découvert le corps du Dr Tregant, gisant au fond d'une crevasse.

Toute idée de suicide ou de crime se trouve donc écartée. Il s'agit bien d'un fatal accident dû à l'imprudence de la victime.

CONDAMNATION DE « CHAROGNARDS »

Toulouse, 31 juillet. — Pour avoir mis en vente des jambons impropres à la consommation, le tribunal correctionnel a condamné M. Victor Lacomme, consignataire à Toulouse, à 3.000 francs d'amende ; son associé, M. Jean Ferré, à 500 francs ; les bouchers Jean Costa et Louis Gaido, de Toulouse, chacun à 100 francs ; les épiciers Emile Mathieu, d'Albi, à 800 francs ; Georges Campistrou, d'Auch, à 500 francs, et le fils de ce dernier, Joseph Campistrou, à 200 francs d'amende.

A ce tarif-là, ces messieurs recommenceront demain leur petit trafic. 3.000 francs d'amende c'est peu, surtout si l'on considère que les bénéfices réalisés par la firme doivent être assez élevés. Mais dans notre belle société, la justice n'a d'utilité que pour réprimer la révolte du prolétariat, contre les exploités rapaces.

RUPTURE D'UN PONT SUSPENDU

Béziers, 31 juillet. — Vers 15 heures, au passage d'un lourd camion automobile, le pont suspendu de Cessenon, sur l'Orb, s'est rompu. Des trois passagers du camion, seul, le chauffeur put être sauvé ; il a une jambe cassée. Mais, ses deux camarades, Joseph Cornélius, âgé de 27 ans et Philippe Blondel, 54 ans, ont été noyés.

UNE AUTOMOBILE TOMBE DANS UN RAVIN

Albertville, 31 juillet. — M. René Moreau, âgé de 46 ans, et Mlle Louise Magendie, artistes de cinéma demeurant à Paris, qui venaient de tourner des films à Chamonix, se rendaient en automobile à Grenoble, lorsque près d'Albertville, le véhicule capota et tomba dans un ravin. Mlle Magendie fut tuée et M. Moreau légèrement blessé.

UN SOURCIER SE NOIE

Marseille, 31 juillet. — M. Jean Jout, 84 ans, bien connu dans tout le Gard pour ses talents de sourcier, se rendait chez sa fille à Saint-Jean-du-Gard. En traversant une rivière sur une planche rustique, il fit une chute et resta accroché par les pieds, la tête immergée. Son cadavre fut retrouvé le lendemain dans cette position.

En lisant les autres...

Et ça continue

De l'Ere nouvelle :

Quelque hâte qu'éprouvent les élus à respirer l'air salubre des champs, ils ont envers ceux qui leur ont fait confiance des devoirs qui leur imposent certains sacrifices. C'est déjà trop que l'annuité soit ajournée d'un mois. Il importe, du moins, que la question irritante des loyers soit réglée sans retard.

Tandis que le chef du gouvernement poursuit à Londres la laborieuse tâche qu'il s'est assignée, ses collaborateurs devraient apporter tous leurs soins diligents à enrayer la vie chère par des mesures efficaces et préparer activement le budget qui, dès la rentrée d'octobre, sollicitera toute l'attention du Parlement.

Le gouvernement avait annoncé qu'il dresserait le bilan financier du rait le plus tôt possible le bilan financier du Bloc National. L'attente immédiate des responsabilités, il s'oppose aujourd'hui aux outrecuidantes amonnestations du « Temps », qui réclame d'urgence le plan budgétaire de 1925, et ose demander : « Quelles proportions a prises le déficit ? »

M. Clémentel est resté étonné de Paris par les difficultés négociations financières de l'emprunt international. Mais il a laissé ici des collaborateurs de confiance. Il est nécessaire que, sans retard, avant le débat prochain sur les accords de Londres, la situation financière de la France soit clairement établie, pour la confusion de M. Delombre et de ses amis politiques.

M. Herriot avait laissé entendre au Sénat une partie de la vérité : la baisse persistante du franc la révèle mieux encore. Mais, puis-je que ces messieurs insistent, il faut qu'on les compense soient réglés, au grand jour. A ce moment-là, ce sera un peu plus de la honte et des grincements de dents. Mais ils l'auront voulu...

Plus ça va, moins ça change. Une nouvelle équipe politicienne ayant remplacé la précédente, cette dernière, maintenant, va passer son temps de manière que tout aille mal. C'est d'ailleurs ce qu'on appelle la politique et c'est pourquoi tant qu'il y aura des politiciens et qu'on les laissera accomplir leur petit métier florissant, les affaires de notre pauvre monde ne feront toujours qu'empirer et tout s'en ira sans dessus dessous. Et cela n'est pas près de finir, car la corde est loin d'être usée et peut durer encore un fameux bout de temps, d'autant plus que les pharmaciens qui promettent le bonheur et les clients qui sont prêts à le recevoir car ces temps de vie chère sont assez nombreux à cette époque.

Les morts dorment en paix...

De Sirius, dans Paris-Soir :

D'ordinaire, quand un grand citoyen, écrivain, artiste, homme politique, disparaît, la critique essaie sur lui une sorte d'autopsie morale. On fouille ses œuvres, on cherche dans les tréfonds de son âme, on met à jour les réserves de sa pensée. Rien ne doit rester ignoré de ce qu'il fit, de ce qu'il rêva, de ce qu'il voulut. Cette petite opération aboutit parfois à des constatations regrettables. Et le malheureux opéré ne gagne pas toujours à voir son conscient et son subconscient étalés brutalement sur la place publique.

Avec Jaurès, on fait pire : L'autopsie se complique de morcellement. De tous les coins surgissent des fous furieux qui se précipitent sur le mort et s'efforcent de s'en saisir. Chacun le veut pour lui-même ! Et l'autopsie à l'usage de la critique s'en va en l'air. Et l'infortuné, ainsi éparpillé, ballotté, chahuté, connaît les pires tourments. Il est découpé, morcelé, écartelé, haché en menus morceaux. Ce supplice posthume est effroyable.

Choisir des thuriféraires :

Jaurès était grand. Jaurès était Dieu et nous sommes ses prophètes. Révolutionnaire et antimilitariste, il nous appartient.

Jaurès était l'apôtre de la Bonté et de la Paix. Il répandait toute violence. Il est à nous.

Jaurès était l'homme de l'idée. Il haïssait sur les cimes qui nous sont familières. Nul ne nous l'aurait.

Jaurès était l'homme de l'Action. Il se penchait volontiers vers les petits, vers les misérables. Il se mêlait au peuple, il est au peuple.

Jaurès ne concevait qu'une politique méthodique de réformes. Il rêvait de transformations sociales progressives, étape par étape. Nous, les hommes d'ordre et de progrès, avons, seuls, le droit de l'accaparer.

Jaurès savait fort bien que la force est la grande accoucheuse des sociétés. Il préparait activement le Grand Soir. Qu'on ose donc nous le disputer !

Rien de plus vrai. Aussitôt qu'un homme dont le savoir et l'intelligence ont illuminé une époque vient à mourir tous les partisans, les charlatans de l'idée veulent l'accaparer et en faire leur porte-étendard. Quand donc les requins de la politique se résigneront-ils à laisser les morts et à ne pas se servir des cadavres pour l'accomplissement de leur sale besogne ? N'y a-t-il

rien de plus ignoble que de voir cette sur-enchère démagogique autour de ceux qui ne sont plus ?

Pour l'anniversaire du Grand crime

De Gustave Téry dans l'Œuvre :

Est-ce que les sénateurs eux-mêmes vont en venir aux mains ? La séance d'hier, au Luxembourg, fut très orageuse. Elle a prouvé une fois de plus que le parlementarisme est parti culièrement dangereux pendant la canicule.

Il s'agissait pourtant de voter une loi de concorde et de mansuétude. Mais il n'est pas de mots qui excitent davantage les passions : on dirait que les meilleurs hommes ont une tendance naturelle à devenir féroces, dès qu'ils entendent parler de clémence et de miséricorde.

Car il paraît difficile d'expliquer autrement la répugnance des sénateurs à voter l'amnistie. On leur prête, il est vrai, des arrière-pensées politiques. Nos pères conscrits n'aiment pas tous également le Cartel des Gauches ; nombre d'entre eux sont ravis de lui faire des niches. Puisque la majorité de la Chambre a considéré comme un devoir de voter l'amnistie, il est naturel que la majorité du Sénat considère comme un devoir de la faire un peu attendre. Jusques à quand ? Ça dépend. De quoi ? De la longueur et surtout de la lenteur des études préparatoires, que la Commission juge indispensables. Mais encore ? Huit jours ? Six semaines ? La discussion sera-t-elle ajournée au mois d'octobre ?

S'ils s'étaient mis résolument à la besogne, le moment eût été si bien choisi pour promulguer la loi de pardon ! Dix ans après ! Quelque occasion d'effacer quelques-uns des plus vilains souvenirs qu'évoque l'affreux anniversaire !

Dix ans après le commencement du grand crime, les hommes qui sont au pouvoir et qui portent tous une plus ou moins grande part de responsabilité dans la genèse du conflit, auraient pu, en effet, tenter de se racheter en arrachant des geôles leurs propres victimes. Car les premiers coupables sont les gouvernants, puisque ce sont eux qui attisent et font se déchaîner les guerres. Amère dérision de la vie et des choses ici-bas ! Pendant que des milliers de malheureux agoniseront dans les prisons et les abîmes ceux qui les auront envoyés là en perpétrant la sanglante ignominie de 1914 iront passer d'agréables vacances.

LEURS DIVIDENDES

Belfort, 31 juillet. — Ce matin, vers 9 heures, un autobus d'une grande maison de confection de Belfort a été tamponné par une motrice des tramways départementaux, au village des Erures, où la voie du tramway traverse la route de Belfort à Mulhouse. Ce croisement n'est pas suffisamment signalé et l'on n'y voit pas déboucher les voitures à plus de 25 mètres. Là est sans doute la cause de l'accident. Le conducteur du tramway a été tué. C'est un nommé Jannot, âgé de 45 ans et père de 7 enfants.

Encore une victime de l'incurie. Peut-être prendra-t-on des mesures à présent ?

CHEMINOT GRIEVEMENT BLESSE

Belfort, 31 juillet. — A la gare des marchandises de la rue de Mulhouse, l'employé de chemin de fer Louis Pequinot, âgé de 24 ans, eut la jambe droite coupée au cours d'une manœuvre de wagons. Le malheureux a dû être amputé.

Suites mortelles d'un avortement

Enfin ! ça y est, la morale outragée est vengée ! On nous annonce que le « sinistre » auteur de manœuvres abortives sur une pauvre malheureuse vient de se suicider au moment où il allait être arrêté et que son complice est incarcéré. Voici les faits dans leur simplicité :

« A la suite de manœuvres abortives, Mlle Marie-Anne Arnoux, âgée de 21 ans, qui était enceinte de 4 mois, a succombé aujourd'hui. »

« Alexandre Juif, dit « Tiby », auteur des manœuvres, allait être appréhendé, lorsqu'il se suicida en se tirant un coup de revolver dans la tempe. »

M. Eugène Gihet, fiancé de Mlle Marie-Anne Arnoux, qui participa aux manœuvres abortives, a été arrêté.

Et dire que si ces malheureux, au lieu d'écouter les conseils intéressés des Prêtres Lapins, étaient suffisamment conscients pour ne pas procréer, malgré les alléchantes promesses du vote « familial », on n'aurait pas à enregistrer d'aussi pénibles drames !

Là, ni gentilhomme jaloux qui lançassent des mots piquants pour humilier l'écritain, ni cette indifférence pour la poésie. De là j'allais les œuvres des poètes ; là, elles étaient payées et mises en lumière.

Après avoir lu les premières pages de l'Archer de Charles IX, les libraires ouvrieraient leurs caisses et lui diraient : « Combien voulez-vous ? »

Il comprenait, d'ailleurs, qu'après un voyage où ils seraient mariés par les circonstances, madame de Bargeton serait à lui tout entière, qu'ils vivraient ensemble.

A ces mots : « Ne le voulez-vous pas ? » il répondit par une larme, saisit Louise par la taille, la serra sur son cœur et lui marbra le cou par de violents baisers. Puis il s'arrêta tout à coup comme frappé par un souvenir, et s'écria :

— Mon Dieu, ma sœur se marie après-demain !

Ce cri fut le dernier soupir de l'enfant noble et pur. Les liens si puissants qui attachent les jeunes cœurs à leur famille, à leur premier ami, à tous les sentiments primitifs, allaient recevoir un terrible coup de hache.

— Eh bien, s'écria l'altière Nègrepelisse, qu'à de commun le mariage de votre sœur et la marche de notre amour ? Tenez-vous tant à être le coryphée de cette mode de bourgeois et d'ouvriers, que vous ne puissiez m'en sacrifier les nobles joies ? Le plus sacrifié ! dit-elle avec mépris. J'ai envoyé ce matin mon mari se battre à cause de vous ! Allez, monsieur, quittez-moi ! Je me suis trompée.

Elle tomba pâme sur son canapé. Lucien l'y suivit en demandant pardon, en maudissant sa famille, David et sa sœur.

(A suivre.)

FEUILLETON DU LIBERTAIRE DU 1^{er} AOUT 1924. — N° 44.

Illusions perdues

par Honoré de Balzac

PREMIERE PARTIE

LES DEUX POÈTES

Cette petite lutte d'amour et de générosité devait amener les deux époux à se trouver gênés dès le commencement de leur mariage, au milieu de tous les symptômes d'une aisance bourgeoise qui pouvait passer pour du luxe dans une ville arriérée comme l'était alors Angoulême.

« Au moment où Lucien vit sa mère et David passant dans la chambre à coucher dont la tenture bleue et blanche, dont le joli mobilier lui était connu, il s'esquiva chez madame de Bargeton. Il trouva Nats déjeunant avec son mari, qui, mis en appétit par sa promenade matinale, mangeait sans aucun souci de ce qui s'était passé. »

Le vieux gentilhomme campagnard, M. de Nègrepelisse, cette imposante figure, reste de la vieille noblesse française, était auprès de sa fille.

Quand Gentil eut annoncé M. de Rubempré, le vieillard à tête blanche lui jeta le regard inquisiteur d'un père empressé de juger l'homme que sa fille a distingué. L'excessive beauté de Lucien le frappa si

vivement, qu'il ne put retenir un regard d'approbation ; mais il semblait voir dans la liaison de sa fille une amourette, un caprice plutôt qu'une passion durable. Le déjeuner finissait, Louise put se lever, laisser son père et M. de Bargeton, en faisant signe à Lucien de la suivre.

— Mon ami, dit-elle d'un son de voix triste et joyeux en même temps, je vais à Paris, et mon père emmène Bargeton à l'Escurbas, où il restera pendant mon absence. Madame d'Espard, une demoiselle de Elamont-Chauvry, les a nous sommes alliés par les d'Espard, les aînés de la famille des Nègrepelisse, est en ce moment très influente par elle-même et par ses parents. Si elle daigne nous reconnaître, je veux la cultiver beaucoup ; elle peut nous obtenir par son crédit une place pour Bargeton. Mes sollicitations pourront le faire désirer par la cour pour député de la Charente, ce qui aidera sa nomination ici. La députation pourra plus tard favoriser mes démarches à Paris. C'est toi, mon enfant

chéri, qui m'as inspiré ce changement d'existence. Le duel de ce matin me force à fermer ma maison pour quelque temps, car il y aura des gens qui prendront parti pour les Chaudour contre nous. Dans la situation où nous sommes, et dans une petite ville, une absence est toujours nécessaire pour laisser aux haines le temps de s'assoupir.

Mais où je retournerai et ne reverrai plus Angoulême, où je ne réussirai pas et veux attendre à Paris le moment où je pourrai passer tous les étés à l'Escurbas et les hivers à Paris. C'est la seule vie d'une femme comme il faut, j'ai trop tardé à la prendre. La journée suffira pour tous nos préparatifs, je partirai demain dans la nuit et nous m'accompagneront, n'est-ce pas ? Vous irez en avant. Entre Mansel et Ruffec, je vous prendrai dans ma voiture, et nous serons bientôt à Paris. Là, cher, est la vie des gens supérieurs. On ne se trouve à l'aise qu'avec ses pairs, partout ailleurs on souffre. D'ailleurs, Paris, capitale du monde intellectuel, est le théâtre de vos succès : franchissez promptement l'espace qui vous en sépare. Ne laissez pas vos idées se rancir en province, communiquez promptement avec les grands hommes qui représenteront le XIX^e siècle. Rapprochez-vous de la cour et du pouvoir. Ni les distinctions ni les dignités ne viennent trouver le talent qui s'étiolerait dans une petite ville. Nommez-moi d'ailleurs les belles œuvres exécutées en province ! Voyez, au contraire, le sublime et pauvre Jean-Jacques invinciblement attiré par ce soleil moral, qui crée les gloires en échauffant les esprits par le frottement des rivalités. Ne devez-vous pas vous hâter de prendre votre place dans la pléiade qui se prodigue à chaque époque ? Vous ne sauriez d'être mis en lumière par la haute société. Je vous ferai recevoir chez madame d'Es-

pard ; personne n'a facilement l'entrée de son salon, où vous trouverez tous les grands personnages, les ministres, les ambassadeurs, les orateurs de la Chambre, les pairs les plus influents, des gens riches ou célèbres. Il faudrait être bien maladroit pour ne pas exciter leur intérêt, quand on est jeune et plein de génie. Les grands talents n'ont pas de pètitesses, ils vous prêteront leur appui. Quand on vous saura haut placé, vos œuvres acquerront une immense valeur. Pour les artistes, le grand problème à résoudre est de se mettre en vue. Il se rencontre donc là pour vous mille occasions de fortune, des sinécures, une pension sur la cassette. Les Bourbons aiment tant à favoriser les lettres et les arts ! Aussi soyez à la fois poète religieux et poète royaliste. Non seulement ce sera bien, mais vous ferez fortune. Est-ce l'opposition, est-ce le libéralisme qui donne les places, les récompenses, et qui fait la fortune des écrivains ? Ainsi prenez la bonne route et venez là où vont tous les hommes de génie. Vous avez mon secret, gardez le plus profond silence, et disposez-vous à me suivre.

— Ne le voulez-vous pas ? ajouta-t-elle, étonnée de la silencieuse attitude de son amant.

Lucien, hébété par le rapide coup d'œil qu'il jeta sur Lucien, en attendant ces séduisantes paroles, crut n'avoir jusqu'alors joui que de la moitié de son cerveau ; il lui sembla que l'autre moitié se découvrait, tant ses idées s'agrandirent ; il se vit, dans Angoulême, comme une grenouille sous sa pierre au fond d'un marécage.

Paris et ses splendeurs, Paris, qui se produit dans toutes les imaginations de province comme un Eldorado, lui apparut avec sa robe d'or, la tête ceinte de pierreries royales, les bras ouverts aux talents.

Les gens illustres allaient lui donner l'accablante fraternité. Là, tout souriait au génie.

L'Action et la Pensée des Travailleurs

MINORITÉ SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

Comités d'usine et réorganisation syndicale

SUITE ET FIN

LES POSSIBILITÉS ACTUELLES

a) Comités d'usines

Nous devons partout, et en toute occasion ne jamais manquer d'affirmer nos vues sur la façon dont devrait être, selon nous, administrée une usine. C'est par la propagande qu'on fait comprendre son point de vue et qu'on répand ses idées.

Le syndicat, qui tend à être et qui doit être la plus haute expression de la conscience de classe et le centre de mise en œuvre de la capacité ouvrière, doit revendiquer pour lui les tâches techniques et sociales qui lui incombent et doit s'appliquer à trouver en lui les éléments capables de s'atteler à ces tâches.

Mais nous sommes dans l'obligation de constater que nous ne pouvons pas, dans l'usine actuelle, avec le régime actuel, réaliser nos vues.

Cependant, les deux tâches : technique et sociale, demeurent aussi urgentes, et nous essaierons de les remplir comme nous pourrions. C'est ce que nous entendons faire lorsque nous parlons de « contrôle syndical ».

Pour nous, le Comité d'usine est le metteur en œuvre du contrôle syndical ; il est un rouage de l'organisation syndicale.

Pour permettre de saisir nettement notre pensée, nous devons déjà débayer le terrain de discussion de tous les matériaux accumulés au hasard des discussions et expérimentations syndicales ou politiques, et qui nous encombrant.

1) Il ne faut pas confondre le Comité d'usine, organisme permanent de fonctionnement permanent, comme nous le comprenons, avec les grandes réunions revendicatives, formées par usines ou par groupes d'usines sous le nom de Congrès des usines, et qui précèdent généralement de grands mouvements revendicatifs dressant tous les travailleurs d'une industrie.

Ces Congrès d'usines ne sont que des organismes fonctionnant par racocros. Et les comités qu'ils désignent pour leur survie sont des organismes sans attaches déterminées avec le mouvement ouvrier ; ils sont morts-nés ou sans vigueur, ne recevant rien de la vie.

Nous reconnaissons que dans les cas d'agitation exceptionnelle dans une usine ou une série d'usines, tous les ouvriers, syndiqués ou non, doivent être appelés au travail revendicatif et assurer la force revendicative du mouvement. Si les syndiqués sont nombreux dans cette ou ces usines, la cohésion que leur donne leur groupement préalable au syndicat doit leur permettre de prendre la tête de ce mouvement et d'être choisis comme délégués.

2) Il ne faut pas non plus assimiler ou comparer les comités d'usines, chantiers, grèves, aux organismes actuels fonctionnant dans certaines industries, dans les chemins de fer, dans les administrations ou l'on appelle l'ensemble des travailleurs de l'usine, du chantier, de secteurs plus ou moins étendus de chemins de fer ou d'administration à élire des délégués du personnel.

Il est certain que les syndiqués, s'ils sont assez nombreux et bien organisés, doivent essayer d'occuper ces postes ; mais l'expérience a prouvé que les délégués ainsi élus ne sont pas toujours sous le contrôle total du syndicat et comptent sur leur popularité propre dans la partie du personnel non-syndiqué pour transgresser parfois la volonté des syndiqués.

Organiser, sous le nom de comités d'usine, de chantier, de gare, de bureau, etc., des délégations de même essence sur un plan plus restreint, c'est se soumettre aux mêmes aléas.

De plus, c'est risquer de détacher des syndiqués (à cause de la cotisation en moins à payer) les éléments d'un corporatisme étroit qui verraient dans les comités ainsi constitués des organismes leur donnant pleine satisfaction au sujet des revendications immédiates, qui leur suffisent.

Ces organismes, très facilement, sous l'impulsion ou d'agents du patronat assez habiles, ou d'agents politiques intéressés, pourraient devenir des machines de guerre contre le syndicat.

C'est pourquoi nous disons : Le comité d'usine n'est ni un congrès ou une délégation d'usines réunis au moment de revendications urgentes ; ni un organisme de syndiqués et non-syndiqués se substituant ou doublant l'organisation syndicale.

C'est une organisation d'ordre exclusivement syndical.

Car le syndicat doit, tout en se rapprochant de l'usine, en la pénétrant, demeurer l'agent revendicatif par excellence, le porte-parole des travailleurs conscients.

Selon nous, seuls les syndiqués doivent participer à l'organisation et au fonctionnement des comités d'usine.

Les comités d'usine tels que nous les comprenons sont formés de délégués d'atelier syndiqués désignés par les syndiqués.

Ils s'occupent par atelier, en rapprochant, selon les possibilités, leur rôle de celui que nous avons entrevu pour nos délégués d'atelier de l'avenir — et ceci avec toute la prudence nécessaire — de prouver aux non-syndiqués la valeur revendicative et technique du syndicat. Ainsi, ils les amèneront à se syndiquer en plus grand nombre. Ainsi le syndicat par ses syndiqués, délégués d'atelier, pénétrera de plus près la vie de l'usine et se rapprochera de l'ouvrier non-syndiqué.

Quand ce sera possible, par le nombre de syndiqués, on convoquera des réunions d'atelier. Et le fait de devoir être syndiqué pour y assister (au cas de mécontentement à l'atelier) amènera des adhésions au syndicat, grossira le nombre des syndiqués.

Enfin, quand il faudra, le syndicat, tenu au courant par son Conseil technique (formé de délégués d'ateliers) provoquera des réunions de délégués d'ateliers par usine

ou par groupe d'usines, selon les nécessités.

Des réunions générales de syndiqués, par usines, placées aux heures favorables, pourront fonctionner de même.

Dans ces réunions, quand on le pourra, on examinera non seulement les questions revendicatives, mais l'hygiène du travail et des locaux et même les questions d'organisation du travail.

Dans les cas de pourcentage syndical extrêmement réduit, on fera appel par usine aux syndiqués de bonne volonté ; ils se classeront par atelier et examineront entre eux, par atelier et par usine, les possibilités de mettre en œuvre une part du travail que nous avons entrevu.

b) Le contrôle syndical

Qu'entendons-nous par contrôle syndical ? C'est d'abord : veiller à l'application des lois relatives au travail ; veiller à l'hygiène du travail et des locaux.

C'est aussi veiller à l'organisation du travail, tant au point de vue rapports entre ouvriers (à maintenir sur le terrain de la solidarité) qu'au point de vue étude de l'organisation de la production, étude du fonctionnement des divers rouages de l'usine.

Le comité d'usine sera amené ainsi à constater les méfaits du travail aux pièces et à le faire constater sur des faits précis aux ouvriers des divers ateliers.

En réclamant la collaboration des travailleurs des bureaux et des services techniques, il travaillera à diminuer notablement les divisions qui séparent ces travailleurs des travailleurs manuels.

La M.S.R., en considérant la question de réalisation du contrôle syndical, sait bien que la scission syndicale rend plus difficile encore la constitution des comités d'usine. Cependant, là où il y aura des syndiqués appartenant aux deux C.G.T., il sera possible très souvent d'établir une liaison dans l'effort, et pour développer l'esprit de groupement chez les non-syndiqués, et pour faire face au patronat.

c) Le Syndicat organisé sur la base des Comités d'usine

Étant bien d'accord sur la nomination même à la base des délégués d'atelier composant les comités d'usine, nous voyons le syndicat fonctionner de cette façon : Le conseil syndical sera formé de deux sections :

1) Un Conseil technique composé des délégués des comités d'usines de l'industrie dans la localité. Ce conseil coordonnera et classera les revendications des ouvriers des diverses usines locales de l'industrie considérée.

Il étudiera les questions techniques du contrôle ouvrier institué par le syndicat. Il pourra se subdiviser en plusieurs sections d'études techniques.

Il ne possèdera aucun pouvoir de décision. Il rapportera toujours ses travaux, par des délégués aussi nombreux que possible, devant le Conseil syndical.

2) Un Conseil syndical proprement dit, élu en assemblée générale du syndicat, et devant lequel le Conseil technique apportera le résultat de ses travaux.

La Minorité syndicaliste révolutionnaire.

NOTA. — Voir le *Libertaire* d'hier pour le commencement de cette étude. Pour tous renseignements, adresser la correspondance à Courtinard, 118, Bd. de la Villette, Paris (19^e).

S. U. B.

Dans la charpente en bois

Nous avons déjà signalé hier le chantier du champ de course de Vincennes (établissement Michelet), qui est à l'index pour tous les charpentiers en bois. Il est bon d'y revenir, ne serait-ce que pour montrer l'arrogance du directeur, responsable du conflit.

En effet, ce dernier prend encore les ouvriers pour des gens avec lesquels il n'a pas à discuter, parce qu'il croit que ces derniers ne sont faits que pour trimer et lui arrondir encore davantage sa bedaine.

Mais les camarades lui ont montré qu'ils étaient autre chose que cela, car voyant leur demande refusée, immédiatement, solidaires les uns des autres, ils ont déserté le chantier.

Espérons que M. le Directeur aura compris ce geste et que cette leçon lui sera salutaire. En attendant, l'index continue.

Le Conseil de Section.

N.B. — A signaler la présence de trois renégats qui ne comprennent pas leur devoir de solidarité, ont continué à travailler. Ce sont : Guillaud Charles, Thomas et Bourdin. Que les camarades fassent le nécessaire quand ces salauds se présenteront sur leurs chantiers.

La Section du S. U. B.

UNE RECTIFICATION

L'Union des ouvriers charpentiers de la Seine, par l'organe de son secrétaire adjoint François, nous avise que le conseil du syndicat, réuni le 30 juillet, proteste contre l'article de Lecanet paru dans le *Libertaire* du 26 juillet, article contestant les capacités professionnelles de Teulade et le mettant en cause pour l'insuccès de 1923. Le conseil se déclare solidaire de Teulade.

D'autre part, les délégués Chatelain, Huder, Nicolas, Petit, de la maison Lièvre, assurent que Teulade est un professionnel et qu'il a toujours fait preuve de camaraderie.

Dont acte

POUR L'NITE SYNDICALE

Un peu de lumière ne nuira pas

Chacun a pu lire dans l'*Humanité* du 13 juillet cet article signé de la commission syndicale centrale du P. C. F. représentant l'appel aux travailleurs syndiqués du C. A. pour l'Unité syndicale, comme un appel patriotique, opposant l'intérêt général à l'intérêt de la classe ouvrière, s'inspirant d'un nationalisme outrancier, tendant à dresser les travailleurs français contre leurs frères allemands.

En tant que signataire de la déclaration qui suivait, j'ai fait la rectification en temps utile. Aujourd'hui je viens réfuter de pauvres arguments servant une mauvaise cause.

La Commission Syndicale Centrale cite les passages suivants :

L'industrie française va se trouver bientôt en concurrence avec l'industrie allemande.

Sommes-nous à armes égales ? Non ! La France n'est aucunement préparée à soutenir la concurrence prochaine.

Personne n'ose dire combien nous sommes en retard comme instruction professionnelle, comme outillage général ou collectif. A cette armature industrielle de l'Allemagne, joignez l'organisation capitaliste la plus perfectionnée du monde.

Ici est oublié intentionnellement le passage suivant : « Enfin, l'ouvrier allemand, misérable et affamé, doit se résigner à des salaires intérieurs de moitié à ceux d'avant-guerre. »

Ensuite, nouvelle citation :

Comment la France pourra-t-elle lutter contre une telle concurrence ? Comment pourra-t-elle continuer d'exporter ?

Est-ce : En récupérant la Ruhr et en recommençant la guerre ? Le Monde entier nous en empêcherait.

Encore un nouvel oubli intentionnel que voici : « 2° En s'outillant immédiatement comme l'Allemagne ? »

« Un tel outillage ne s'improvise pas et celui des Allemands n'a été réalisé qu'avec l'argent provenant de l'inflation monétaire, qui a réduit tous les salariés allemands à la misère totale. »

Et la C. S. Centrale continue : « 3° En provoquant une baisse nouvelle du franc par l'inflation ou de nouveaux impôts ? »

Le remède n'aurait qu'un effet momentané et nous ruinerait définitivement.

Naturellement, elle coupe les lignes suivantes :

« 1° En réduisant nos salaires au niveau des salaires allemands et en augmentant les heures de travail ? »

« Ceci est le premier remède auquel pense naturellement le patronat français. » Et la C. S. C. dit : « Arrêtons là les citations. »

Mais ce que nous disons et ce qu'on voit bien compris tous les copains sincères, c'est que toute cette partie du tract ne sert qu'à démontrer la position économique de la France capitaliste vis-à-vis de l'Allemagne capitaliste. En outre, nous disons clairement pourquoi l'ouvrier allemand sera obligé de s'associer malgré lui à cette concurrence. Parce qu'il crève de faim.

Le prolétariat français, insouciant, dansant, allant au ciné, buvant et mangeant encore à sa faim, peut-il se dresser contre des crève-de-faim ses frères, quand bien même ce serait des Allemands ?

Quand nous disons que l'outillage patronal est le produit de l'inflation monétaire et de la misère du peuple, est-ce pour inciter les ouvriers de France à accepter le sort malheureux de leurs frères d'à-côté ?

Quand nous désignons la baisse des salaires et l'augmentation des heures de travail comme une tactique patronale, c'est peut-être encore pour lui tendre une perche de salut.

Et puis vous ne citez plus ? Non, en effet ; ensuite c'est l'appel à l'Unité pour se dresser contre les manœuvres patronales et contre toute tentative d'amoindrir notre niveau d'existence.

Vous êtes de mauvais joueurs, camarades de la C. S. C. et du Bureau Politique. Grâce à ce bon camarade Rien, je connais maintenant votre état d'esprit et ce qui dirige votre politique syndicale.

Dans un prochain article, j'examinerai les raisons de la déchéance des syndicats et les raisons qui font que l'Unité est rendue impossible.

Vous avez voulu vous servir du mouvement ouvrier pour l'avènement d'une minorité quand vous auriez dû servir le prolétariat.

Maintenant, j'en suis convaincu.

A bientôt.

PELCOT.

N. d. l. R. — Afin de rafraîchir la mémoire de ceux qui pourraient oublier, rappelons que Pelcot est secrétaire du Comité d'action pour l'Unité syndicale qui s'est constituée à Asnières, entre militants de toutes tendances, y compris les communistes. Le Comité lance un manifeste.

Comme cela pouvait servir l'Unité, le Parti Communiste intervint et déclara l'appel « anti-lutte de classe ». Une rétractation fut publiée dans l'*Huma* avec quelques signatures, dont celle de Pelcot. Ce dernier n'avait rien rétracté du tout et protesta.

Le but du P. C. était de discréditer l'appel à l'Unité et, pour ce faire, il découpait dans cet appel des passages qui, étant isolés, démentaient tout à fait l'esprit général du manifeste. Avec ce procédé-là, on fait ce que l'on veut.

C'est pour rétablir la vérité que Pelcot a oublié les lignes ci-dessus et qu'il en publia d'autres.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le Gérant : René DEVRY

Imprimerie spéciale du *Libertaire* 10-12, rue Paul-Lelong, Paris

EN CINQ SEC

Nous allons vers le front unique grâce à l'obéissance des parlementaires. Il s'agit même d'un front unique élargi.

La destruction du néfaste décret de feu M. Le Trocquer, c'est-à-dire le rétablissement de 8 heures dans les chemins de fer, a été l'œuvre conjuguée des députés Aufray, communiste, et Lobet, socialiste. Même, que M. André Hesse, radical, a appuyé sur la chanterelle pendant une bonne partie du concert, et que M. Napoléon Le Trocquer soi-même a poussé le sacrifice jusqu'à s'associer au gaspillage de son petit chef-d'œuvre.

Et d'un.

Pour l'amnistie, même unisson dans la musique parlementaire. Le S. F. I. C. Berthoin André fut sérieusement secondé par les S. F. I. O. Betoulle et Léon Blum. Le radical Dumesnil, intérimaire à la guerre, s'est déclaré prêt à faire « tout son devoir ».

Que nous faut-il de plus ? C'est un signe réconfortant que de voir nos « 27.000 » se mettre d'accord sur des questions intéressant le monde syndical. Les syndicalistes ont bien du mal à faire avancer l'Unité. Du jour que les politiciens socialistes et communistes auront établi un durable front unique — et l'affaire est en route — l'Unité syndicale sera un fait accompli.

Car les militants des syndicats, — tous grands garçons et voulant faire leurs affaires eux-mêmes — ont subi la scission chez eux, laquelle était pourtant d'origine politique, et ils feront l'Unité quand les citoyens Cachin et Renaudel feront un nouveau pacte.

L'émancipation des travailleurs est bien l'œuvre des travailleurs, nul ne peut le contester !

Ce qui est inquiétant, c'est la nouvelle crise du ci-devant Yellow, qui se fait appeler Red aujourd'hui.

Le gaillard a sorti à Moscou un rapport « sur la stratégie des grèves », qui a bien fait rire le citoyen Heckert, d'Allemagne. Ce sacré Allemand, qui doit connaître l'histoire de France, n'a-t-il pas rétorqué à Gaston, en riant malicieusement, parait-il, « que les leaders actuels en Europe occidentale ne conviennent pas comme chefs en temps de guerre » (*Humanité* du 31 juillet).

Et chacun de penser à la glorieuse attitude de Yellow en 1910. A tel point que Mond moussu, interloqué, n'a pu préciser sa tactique des grèves. Et le congrès n'a jamais pu savoir si la fameuse méthode de Gaston consistait à porter, entre deux pandores, des ordres de mobilisation aux grévistes ou à lancer des mouvements de masse aussi efficaces que les marches d'écrasement.

Encore un point d'histoire qui échappera à nos petits-neveux. A moins — à moins que les « élites » du prolétariat, Hébreux modernes, n'abaissent les Philistins du capitalisme avec les aînés et les renards qui les suivent de près.

PEPIN LE BREF.

Aux charpentiers en fer et aides

Il faut en finir avec la résistance patronale. Nous devons et nous pouvons la briser en lui imposant de haute lutte notre cahier de revendications corporatives :

1° La journée de huit heures sans dérogations ;

2° Le respect des us et coutumes ;

3° Cent sous de l'heure pour les compagnons et 4 fr. 75 pour les aides.

A cet effet, afin d'examiner nos moyens d'action pour nos aspirations corporatives et syndicalistes, assistez à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

qui aura lieu le dimanche 3 août, à 9 heures du matin, 8, avenue Mathurin-Moreau (Métro Combat).

INDEX DE LA MAISON DERNIS-BERSON

(Ancienne Maison Hamet)

Dans cette maison, le chef monteur Fau n'est pas chanceux... A force de chercher des compagnons, il avait réussi à en dégoter deux ou trois ou plutôt à les tromper.

Après le passage de quelques copains qui les ont mis au courant de ce qui se passait dans cette maison, les chantiers sont encore une fois désertés. Avis aux remplaçants.

MM. Dernis-Berson quand vous nous aurez donné satisfaction, vos travaux marcheront normalement.

Les membres du Conseil se réuniront dimanche prochain, à 8 heures, avenue Mathurin-Moreau.

Le Secrétaire : A. REITZER.

Communications syndicales

Comité Intersyndical des 5^e et 6^e. — Réunion ce soir, à 20 h. 30, salle Salsac, 6, rue Lanterne.

Organisation des réunions.

Syndicat Autonome des Métallurgistes. — Il est rappelé aux camarades que l'assemblée générale aura lieu demain soir, à 20 h. 30, à la Bourse du Travail. Tous doivent faire leur possible pour y assister.

Groupe Syndicaliste des Métaux. — Lundi, 4 août, à 20 h. 35, bureau 13, Bourse du Travail, 4^e étage.

Nomination du Bureau. L'Action de la Minorité dans le Syndicat.

Papier-Carton. — Ce soir, à 20 h. 45, salle des Conférences, premier étage, réunion corporative de la Régule.

Terrassiers. — Nécrologie : Nous apprenons avec douleur la mort de notre camarade Bacot Adrien. Les obsèques auront lieu aujourd'hui, à 13 heures, Rendez-vous au domicile, 27, rue Édouard-Vaillant, à Bagnolet.

Tonnelliers. — Demain soir, réunion à 20 heures 30, au siège social, rue de Charenton, 132. Examen de la situation générale dans la corporation.

Jeunesse Syndicaliste du 13^e. — Ce soir, à 20 h. 30, 163, boulevard de l'Hôpital, causerie par Gaby.

Jeunesse Syndicaliste d'Issy-les-Moulineaux. — La Jeunesse organise une balade champêtre

pour le dimanche 3 août, dans la forêt de Meudon, au lieu dit « la Patte-d'Oie ».

Départ le matin, à 8 heures, à la ferme des Moulineaux.

Minorité Syndicaliste de la Seine. — Ce soir, à 20 h. 30, petite salle des Travaux, premier étage, 8, avenue Mathurin-Moreau, réunion du Comité de rédaction de la « B. S. ».

À 21 heures, même salle, Commission de travail de la Minorité, Ordre du jour : les Jeunes Syndicalistes ; suite de l'étude sur les Unions locales.

Minorité Syndicaliste de Romans. — Tous les sympathisants et minoritaires doivent assister à la réunion générale de la Minorité, qui aura lieu ce soir, à 20 h. 30.

Présence de tous indissoluble

DANS LE S. U. B.

CIMENTIERS-MAÇONS D'ART. — Les délégués de chantier, ainsi que les militants sont instamment priés de passer au bureau 10, Bourse du Travail, 4^e étage, pour retirer les tracts et assurer la distribution.

Tout doit être mis en œuvre pour la réussite de cette réunion.

CARRELIERS-FAÏENCIERS. — Il est rappelé aux camarades carrelers-faïenciers que la réunion mensuelle a toujours lieu le deuxième mercredi de chaque mois. Nous demandons aux copains de faire un peu de propagande à seule fin d'être nombreux.

Les renards sont priés de s'abstenir

LE « PROLETAIRE » du mois d'août est paru. Les délégués sont priés de passer à la permanence pour le retirer.

La Vie de l'Union Anarchiste

Paris et Banlieue

Union Anarchiste. — Dimanche 3 août, balade champêtre à Rueil, Apportez vos caleçons de bain.

Prendre le train à la gare Saint-Lazare. Nous indiquerons les heures des trains dans le « Libertaire » du samedi et du dimanche.

Jeunesse Anarchiste. — Ce soir, à 20 h. 30, rue de Bretagne, 49, réunion de tous les copains.

Bibliothèque de la J. A. Prière aux camarades délégués de livres de les rapporter.

Groupe du 17^e. — Ce soir, 117, rue des Moines, étude entre les copains sur les déductions à tirer de la causerie de Larapide de vendredi dernier. Invitation cordiale à tous.

Groupe du 20^e. — Pour les fêtes du 15 août, grande balade champêtre, avec conférence et partie de concert.

Les groupements amis sont invités à ne rien organiser pour ce jour-là.

Les détails seront donnés ultérieurement.

Groupe de Vanves-Malakoff. — Ce soir, à 20 h. 30, salle de la Coopérative, 43, rue Victor-Hugo, Malakoff, causerie sur le spiritisme par un copain.

Groupe d'Études Sociales d'Argenteuil. — Réunion du Groupe à la Maison du Peuple, 48, avenue Jean-Jaurès, à 20 heures.

Groupe Anarchiste de Levallois. — Ce soir, réunion à la Maison Commune, 28, rue Cavé. Ordre du jour : La Vie de l'U. A. ; questions diverses.

Présence indispensable de tous.

Nota. — Les camarades ayant des livres appartenant à la bibliothèque et les ayant lus sont priés de les rapporter.

Groupe de Bourg-la-Reine. — Samedi, à 20 h. 30, salle du Café du Centre, à Bourg-la-Reine, 30, Grande-Rue, réunion.

André Content est prié de tenir la bibliothèque à jour.

Groupe de Boulogne-Billancourt. — Ce soir, réunion du Groupe, 85, boulevard Jaurès, à 20 h. 30.

Compte rendu moral et financier des trois derniers mois ; changement de secrétaire.

Présence indispensable de tous.

Groupe Régional de Bezons. — Les camarades de Bezons, Argenteuil, Houilles, Carrières, Colombes, La Garenne sont invités à se trouver, dimanche 3 août, à 9 h. 30 très précises à l'ancienne mairie de Bezons.

Que tous soient présents.

Province

Groupe Libertaire du Havre. — Réunion à 20 h. 35.

Organisation de la controverse sur l'autonomie des syndicats ; règlement des comptes.

Groupe Libertaire de Bordeaux. — Ce soir, à 20 h. 30, le camarade Antignac continuera sa causerie sur les sujets suivants : « Prudence parentale ; Libre Maternité ; Bonne Naissance ; Bonne Instruction ; Bonne Éducation. »

Le camarade Aristide Lapeyre est prié d'être présent pour une affaire le concernant.

Invitation cordiale aux sympathisants libertaires.

Communications diverses

Ligue Internationale des Rétractaires. — Ce soir, Comité d'action, 6, rue Lanterne.

Les Journaux et Revues Anarchistes américains de langue espagnole sont priés de faire le service à Ignace Ferré, 28, rue Sainte-Hélène, à Lyon (Rhône), France.

Langue internationale Ido. — Ce soir, à 21 heures, Bourse du Travail, désignation des délégués au Congrès International d'Ido (Union Internationale des Travailleurs Idistes), qui se tiendra au Luxembourg, du 8 au 11 août.

Pour le Cours gratuit par correspondance, envoyer 0 fr. 50 en timbres à Emancipanta Stelo, 57, rue Charlot, Paris 3^e.

Causeries Populaires de Lyon. — Ce soir, réunion générale des camarades du Groupe. Tous les amis sont priés d'être présents afin d'élaborer un programme de causeries et la réorganisation de la bibliothèque.

PETITE CORRESPONDANCE